



Interpeace

ORGANISATION INTERNATIONALE
POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX



indigo CÔTE D'IVOIRE
Initiative de Dialogue et Recherche - Action pour la Paix



SeeD

CENTRE FOR SUSTAINABLE PEACE
AND DEMOCRATIC DEVELOPMENT

Rapport d'analyse sur les déterminants clés et leviers de prévention de la violence politique en Côte d'Ivoire

Résultats du processus de consultations (RAP) et d'enquête
SCORE mené dans huit districts de la Côte d'Ivoire
(Bas-Sassandra, Gôh-Djiboua, Lacs, Lagunes, Comoé,
Savanes, Yamoussoukro, Zanzan)



Financé par l'Union européenne



Rapport d'analyse sur les déterminants clés et leviers de prévention de la violence politique en Côte d'Ivoire

Résultats du processus de consultations (RAP) et d'enquête
SCORE mené dans huit districts de la Côte d'Ivoire
(Bas-Sassandra, Gôh-Djiboua, Lacs, Lagunes, Comoé,
Savanes, Yamoussoukro, Zanzan)



Financé par l'Union européenne

Les efforts d'Interpeace pour la construction de la paix dans le monde sont rendus possibles par nos partenariats stratégiques avec le Royaume des Pays-Bas, la Suisse, le Danemark et la Slovénie.



Kingdom of the Netherlands



**MINISTRY OF
FOREIGN AFFAIRS
OF DENMARK**



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation



REPUBLIC OF SLOVENIA
**MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
OF THE REPUBLIC OF SLOVENIA**

Table of Contents

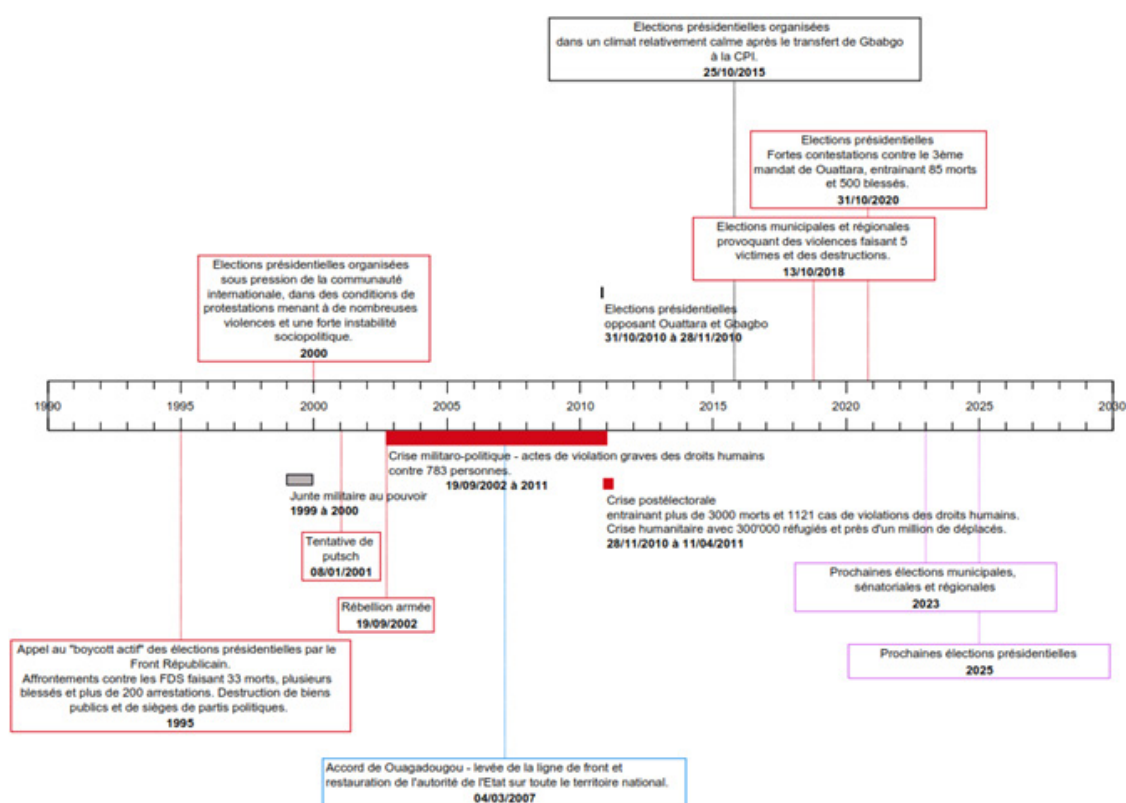
| | |
|----|---|
| 4 | Liste des abréviations |
| 5 | Introduction |
| 5 | Chronologie de la situation politique en Côte d'Ivoire (1995-2025) |
| 5 | Contexte de la recherche |
| 6 | Méthodologie |
| 6 | Quelles approches ont été adoptées ? |
| 11 | Résumé exécutif |
| 14 | Chapitre I - Etat des lieux structurel : l'accès à l'Etat et les rapports à la gouvernance |
| 15 | Section I. Des niveaux de sécurité humaine faibles |
| 18 | Section II. Niveaux de confiance dans le réseau institutionnel et crise de légitimité |
| 22 | Chapitre II - Les dynamiques à risque : qu'est-ce qui rend une zone vulnérable à la violence politique ? |
| 23 | Section I. Qu'est-ce qu'un contexte vulnérable à la violence politique ? |
| 30 | Section II. Qu'est-ce qui renforce la vulnérabilité d'une zone ? |
| 40 | Chapitre III - Vers un baromètre de la violence politique : Cartographie des dynamiques à risque dans chacun des districts |
| 42 | 1. Le district de Yamoussoukro : un espace propice à la contestation des résultats électoraux |
| 42 | 2. Le district des Lacs : des attitudes de repli communautaire |
| 43 | 3. Le district des Lagunes : des objets de disputes et des tensions intergroupes vivaces. |
| 43 | 4. Le district du Bas-Sassandra : un manque d'accès aux fruits de la gouvernance |
| 44 | 5. Le district de la Comoé : un sentiment de méfiance à l'égard des institutions en place |
| 44 | 6. Le district de Gôh-Djiboua : un manque de sécurité physique et politique |
| 44 | 7. Le district des Savanes : l'ethnicité au cœur de la vie socio-politique |
| 45 | 8. Le district du Zanzan : des niveaux de sécurité humaine alarmants |
| 48 | Chapitre IV - Propositions de recommandations |
| 54 | Annexes |
| 55 | Bibliographie |

Liste des abréviations

| Acronymes | Définition |
|-----------|---|
| FDS | Forces de défense et de sécurité |
| FPI | Front populaire ivoirien |
| FRCI | Forces républicaines de Côte d'Ivoire |
| GANR | Groupes armés non-étatiques radicaux |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le développement |
| PTF | Partenaire technique et financier |
| RDR | Rassemblement des républicains |
| RGPH | Recensement général de la population et de l'habitat |
| SCORE | Social Cohesion for Reconciliation (outil d'évaluation), « Indice SCORE » ou « SCORE Index » |
| SeeD | Centre pour la paix durable et le développement démocratique |
| TVP | Tendance à la violence politique – cette tendance est mesurée par l'enquête menée par le biais de l'indice SCORE' |
| UE | Union européenne |
| USAID | Agence des Etats-Unis pour le développement international |
| VSBG | Violences sexuelles et basées sur le genre |

Introduction

Chronologie de la situation politique en Côte d'Ivoire (1995-2025)



Contexte de la recherche

Des années après ces crises sociopolitiques, l'environnement socio-politique et la gouvernance démocratique demeurent fragiles dans de nombreuses localités de Côte d'Ivoire. La faible participation de la population à la gestion des affaires publiques, couplée à la persistance de tensions autour des modalités de désignation de certaines autorités coutumières ou politiques et à un sentiment d'abandon et de défiance à l'égard de certaines autorités gouvernementales, constituent un terreau fertile pour la manipulation politique de conflits et divergences latentes au sein des communautés.

Au vu de ces défis et à l'orée des élections municipales, sénatoriales et régionales de 2023 et de l'élection présidentielle en 2025, il s'avère important de renforcer les structures et mécanismes de prévention mis en place par diverses initiatives étatiques et non étatiques, parfois même communautaires au sein des zones les plus affectées lors des précédents cycles électoraux. Cette approche doit permettre de prévenir durablement la transformation de divisions entre partisans de différents leaders politiques en conflits communautaires.

Dans le but de contribuer à la prévention et à la réduction durable de la violence politique, à l'apaisement des futurs processus électoraux, au renforcement de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire et à l'engagement citoyen entre les parties prenantes autour d'une action collective concertée, l'Union européenne a financé une action (PREDIA) de rapprochement communautaire. Celle-ci a conduit à la mise en place des instruments pour atténuer

les distances verticales et horizontales entre acteurs dans huit districts du pays à savoir : Bas Sassandra, Comoé, Goh Djiboua, Lacs, Lagunes, Savanes, Yamoussoukro et Zanzan.

Méthodologie

Dans le cadre du projet « PREDIA », une approche méthodologique mixte a été menée, mêlant enquête qualitative et quantitative. L'objectif étant d'identifier les tendances et facteurs de la violence électorale et de fournir des modèles prédictifs des comportements à risque et des moteurs de résilience dans huit districts du territoire ivoirien. L'enquête qualitative s'est appuyée sur l'approche « Recherche-action participative (RAP) », qui s'inscrit au cœur des interventions menées par Interpeace¹ et Indigo Côte d'Ivoire², et a alimenté et interagi avec l'enquête quantitative SCORE menée par SeeD³. Ce rapport fournit donc les résultats issus des deux processus d'enquête, qui, ensemble, fournissent un état des lieux du phénomène de la violence politique en Côte d'Ivoire.

Quelles approches ont été adoptées ?

Dans le cadre de l'enquête quantitative, 7077 ménages ont été sondés (approche SCORE) et près de 200 consultations ont été menées auprès de 1264 acteurs clés (suivi de l'approche RAP).

L'approche RAP (Recherche action participative), mise en œuvre par Interpeace et Indigo Cote d'Ivoire, s'est organisée autour de consultations (groupes cibles et entretiens individuels) visant à mieux comprendre la situation de chaque contexte relativement à la thématique d'intérêt de notre étude. Un total de 1264 personnes fut consulté, au nombre desquels des membres des communautés, leaders, autorités et membres de la société civile, dans les 26 départements parcourus par l'équipe. Le tableau ci-dessous récapitule l'ensemble des consultations du processus qualitatif RAP.

Tableau 1. Récapitulatif des consultations de la mission RAP-FG/EI par district

| Districts parcourus | Regions | Départements | Localites parcourues | Groupe cible rap | Groupe cible score | Entretien individuel |
|---------------------|---------|--------------|----------------------|------------------|--------------------|----------------------|
| LACS | 02 | 03 | 5 | 12 | 05 | 07 |
| ZANZAN | 02 | 03 | 04 | 10 | 03 | 08 |
| YAMOUSSOUKRO | 01 | 02 | 05 | 07 | 02 | 11 |
| SAVANES | 02 | 04 | 08 | 16 | 04 | 27 |
| BAS-SASSANDRA | 03 | 04 | 06 | 11 | 05 | 13 |
| GOH DJIBOUA | 02 | 04 | 05 | 10 | 02 | 3 |
| COMOE | 02 | 02 | 03 | 09 | 03 | 12 |
| LAGUNES | 02 | 03 | 03 | 05 | 03 | 05 |
| TOTAL | 16 | 25 | 39 | 80 | 27 | 86 |

Les données issues de l'enquête quantitative réalisée auprès des 7077 ménages ont fait l'objet de traitement et d'analyses statistiques variées par l'équipe de SeeD. La méthodologie choisie est celle de l'indice SCORE (ou « SCORE Index »). Celui-ci est un outil d'évaluation de la cohésion sociale combinant les principes de la recherche participative à un système d'analyse statistique sophistiqué visant à guider la conception de politiques et à accompagner des programmes d'actions fondés sur des évidences statistiques. D'abord dévelop-

1 Interpeace: <https://www.interpeace.org/>

2 Indigo Côte d'Ivoire : <https://www.indigoci.org/>

3 SeeD: <https://seedsofpeace.eu/>

pé à Chypre par SeeD en partenariat avec le PNUD et USAID, l'indice SCORE a été ensuite adapté à différents contextes sur différents continents⁴. Le tableau ci-dessous synthétise l'échantillonnage de l'enquête SCORE :

Tableau 2. Récapitulatif de l'échantillon pour l'enquête auprès des ménages

| | | |
|-----------------|--|-------------|
| District | Bas Sassandra | 1505 |
| | Comoé | 794 |
| | Gôh-Djiboua | 1059 |
| | Lacs | 831 |
| | Lagunes | 975 |
| | Savanes | 1061 |
| | Yamoussoukro | 235 |
| | Zanzan | 617 |
| Localité | Grande ville (plus de 100'000 habitants) | 1811 |
| | Moyenne et petite ville (moins de 100'000 habitants) | 1016 |
| | Village / rural | 4250 |
| Genre | Masculin | 4133 |
| | Féminin | 2944 |
| Age | 18-24 ans | 1397 |
| | 25-34 ans | 1999 |
| | 35-54 ans | 2871 |
| | + 55 ans | 810 |
| TOTAL | | 7077 |

⁴ <https://seedsofpeace.eu/rpeace.org/>

Comment lire les données SCORE ?

La construction d'un indicateur SCORE

La méthodologie SCORE vise à quantifier des niveaux de manifestation d'un phénomène social et ainsi renseigner quantitativement et avec précision des attitudes et comportements (par exemple : « l'engagement civique »), des perceptions (par exemple : « les sentiments de marginalisation ») ou encore des opinions (par exemple : « le rapport à l'autorité »). Pour être mesuré, un phénomène est transformé en indicateur, c'est-à-dire en grandeur observable et mesurable. Pour ce faire, celui-ci doit être clair et spécifique. Ainsi, par exemple, la "sécurité politique" renvoie à plusieurs dimensions : pouvoir voter librement, pouvoir exercer un engagement politique, pouvoir choisir entre plusieurs partis politiques. Cet indicateur a donc été mesuré à travers l'agrégation de plusieurs items⁵. C'est cette combinaison qui permet de mesurer les différentes perspectives d'un même phénomène et de stabiliser un indicateur⁶.

La lecture d'un indicateur SCORE

La méthodologie SCORE permet ainsi de proposer une mesure standardisée des phénomènes sociaux (scores de 0 à 10). Un score de 0 correspondant à l'absence totale de ceux-ci au niveau individuel, régional ou sur l'ensemble de l'échantillon, tandis qu'un score de 10 signifie une présence totale du phénomène. Ces phénomènes peuvent alors être présentés sous la forme de cartes de chaleur ("*Heatmaps*") qui illustrent le niveau de leur manifestation dans les différentes zones géographiques étudiées⁷.

Les analyses statistiques avancées SCORE

Lorsque chacun des indicateurs est vérifié, il devient possible d'observer comment ceux-ci interagissent entre eux. Afin de déterminer l'intensité de la corrélation linéaire entre deux variables, le coefficient de corrélation de Pearson est en général calculé⁸. Ensuite, l'analyse causale (modèle prédictif), par-delà la simple relation entre deux variables, permet de révéler la force et la direction de l'influence que certains phénomènes ont sur d'autres. Dans ce cas, certains indicateurs (phénomènes) peuvent être qualifiés de « moteurs », parce qu'ils prédisent positivement ou négativement la manifestation des autres phénomènes (variables) auxquels ils sont liés. Les flèches apparaissant dans le modèle matérialisent la relation, la direction et la force d'influence d'un phénomène sur un autre (voir annexe 1).

Comprendre le modèle prédictif

Le cœur de l'analyse SCORE a consisté à modéliser les déterminants individuels et collectifs prédictifs de la violence politique dans le contexte ivoirien. L'analyse causale (représentée en annexe 1) permet d'identifier l'en-

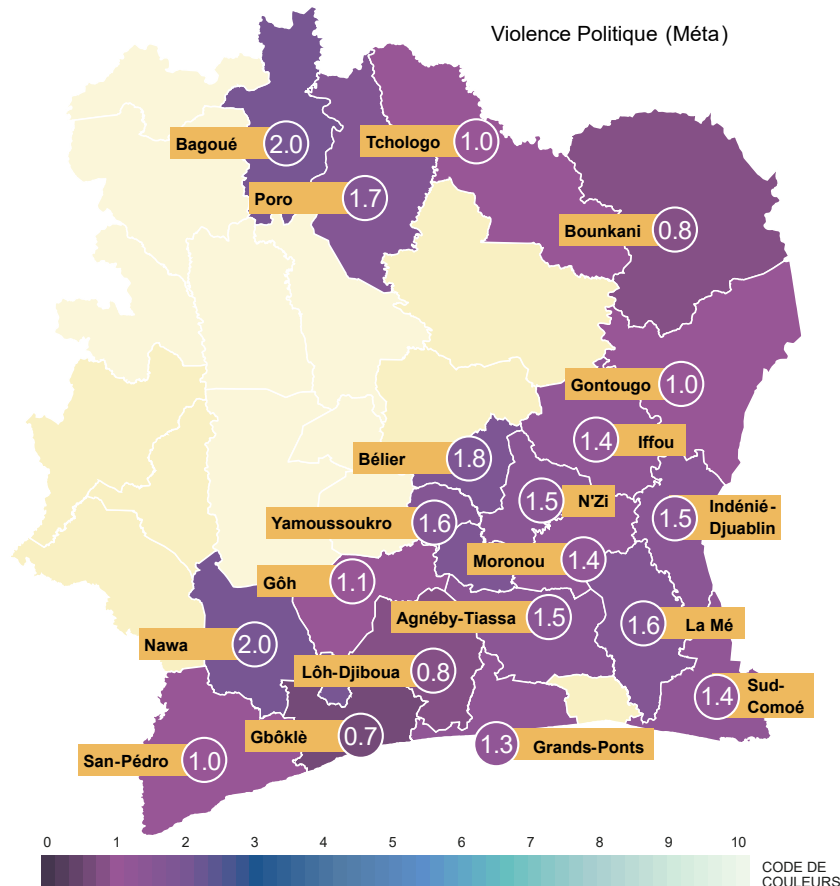
5 Il s'agit de questions de types échelle de Likert c'est-à-dire des questions fermées auxquelles le répondant se voit offrir plusieurs modalités de réponse (de type "pas du tout d'accord", "pas vraiment d'accord", "plutôt d'accord", "complètement d'accord"). Ces questions sont également appelées items.

6 Statistiquement, la construction d'un indicateur (c'est-à-dire l'agrégation de plusieurs items) répond à un processus de vérification statistique qui permet de s'assurer de la cohérence interne du phénomène mesuré (coefficient alpha de Cronbach).

7 Les heatmaps présentées dans ce rapport rendent compte des scores au niveau de chaque département. Par ailleurs, au-delà de la représentation du phénomène en fonction de la localité, les scores de chacun des phénomènes peuvent être désagrégés en fonction du genre, du niveau d'éducation, de l'âge...

8 Toutes les corrélations mentionnées dans ce rapport sont statistiquement significatives (lorsque la valeur p est inférieure à 0.05).

semble des phénomènes qui mènent à la violence politique. Elle a abouti dans un premier temps à construire un indicateur appelé « tendance à la violence politique » (mesurant la propension qu'ont les individus à se montrer violents en cas de défaite électorale) puis ensuite d'identifier les différents phénomènes qui renforçaient ou affaiblissaient celui-ci.



La carte de chaleur ci-contre informe sur la répartition géographique du phénomène. Plus le score est élevé dans une localité, plus le nombre de personnes présentant une certaine prédisposition à l'adoption de comportements violents lors des événements électoraux est élevé. Ce méta-indicateur a été construit à partir de l'agrégation d'une série de composantes mesurant le niveau d'agressivité de l'individu, sa tendance à justifier le recours à la violence d'un point de vue théorique (par exemple, l'adhésion à des discours du type « la violence est nécessaire pour changer les choses dans la société ») et les réactions de l'individu dans certaines situations comme la défaite lors d'une élection ou le blocage des centres de vote. En résumé, un score élevé dénote une attitude quotidienne prédisposée à l'agressivité, une idéologie justifiant le recours à la violence et des types de réactions agressives lors d'événements spécifiques en période électorale.

Interpréter le modèle prédictif

Pour faciliter la lecture du modèle, il est préférable de le décomposer en trois parties - représentant chacune un ensemble de phénomènes interdépendants et menant à la violence politique :

- La **partie haute du modèle** informe sur les **dynamiques structurelles** : elle rend compte des fragilités existantes au sein de la communauté. Elle renseigne sur la présence de tensions non résolues, de disputes entre les groupes sociaux et des problèmes de cohabitation intergroupes. En résumé, elle permet d'affir-

mer que la fragilisation de la cohésion sociale à l'échelle des localités constitue un moteur de la violence politique, un terreau fertile sur lequel peuvent se déployer plus facilement les comportements violents lors des élections⁹.

- La **partie basse du modèle** rend compte des **phénomènes** associés à l'engagement civique des individus. Il s'agit ici de **l'implication dans le collectif**. Le modèle montre que l'engagement civique des individus est une condition nécessaire au basculement dans la violence. Il représente le comportement des sachants engagés dans la vie publique et dans une certaine mesure décrit le profil des leaders d'opinion actifs lors des évènements politiques.

- La **partie centrale du modèle** constitue **l'articulation entre les deux autres parties** et informe sur les **dynamiques de polarisation**. Elle constitue le cœur du modèle car elle se trouve liée à sa partie haute et sa partie basse, et forme l'intersection entre le comportement individuel civique et la situation sociale dans laquelle l'individu évolue. Elle représente en ce **sens l'habitus socioculturel de l'individu** : l'ensemble des prédispositions individuelles influencées par l'environnement social et orientant les réactions personnelles lors des évènements politiques.

Cette lecture à trois niveaux a uniquement pour objectif de faciliter la compréhension du modèle. Statistiquement, ces trois parties ne sont pas hermétiques les unes par rapport aux autres. Elles sont interdépendantes et connectées entre elles et leur contribution cumulée renforce les attitudes violentes lors des évènements électoraux. Une autre façon de présenter les trois échelles du modèle apparaît dans l'annexe 2.

9 Il faut noter ici que la majeure partie du présent rapport est consacrée à ce faisceau de phénomènes apparaissant dans la partie haute du modèle. L'objectif étant d'insister sur les conditions locales facilitant les phénomènes de violence. Les éléments issus de la partie centrale et la partie basse du modèle, parce qu'elles relèvent davantage d'attitudes et de réflexes individuels, seront évoquées en fin de document.

Résumé exécutif

La vulnérabilité locale d'un contexte à la violence politique est statistiquement associée à l'absence de cohésion sociale : lorsque les relations intergroupes sont peu apaisées (cohésion horizontale) et les relations entre les citoyens et leurs institutions sont endommagées (cohésion verticale), il est davantage probable d'y voir émerger des scènes de violence lors des périodes électorales. La fragilisation de la cohésion sociale prend différentes formes et renvoie à une série de signaux interdépendants. Les résultats du processus RAP et de l'étude SCORE se résument dans les messages clés suivants :

1. La sécurité humaine (alimentaire, économique, physique, politique) est indirectement responsable du développement des comportements politiques violents. Elle occupe une place centrale dans la nature des relations entre l'Etat et la société. Le citoyen attend en effet de l'Etat sa protection sous différentes formes (physique, légale et sociale). Ainsi, plus il est insatisfait de la sécurité que lui fournit l'Etat, moins il lui fera confiance, voire aura tendance à le blâmer pour sa situation jugée comme inacceptable. Les frustrations liées à ce sentiment d'insécurité global creusent la distance entre l'Etat et ses citoyens qui tendent à le percevoir comme faillant à sa responsabilité de garantir leurs droits premiers. La violence pouvant résulter des processus politiques se nourrira aisément de ce mécontentement et du potentiel de contestation des citoyens lors des élections.

2. Le sentiment d'insécurité humaine, l'accès jugé inéquitable aux services, le manque de représentativité des élus et le manque de confiance envers les institutions de la gouvernance sont des symptômes d'une crise de légitimité de l'Etat et se manifestent particulièrement par des suspicions de corruption généralisée. Cette situation crée les conditions d'une plus grande contestation des processus décisionnels et une remise en cause du rôle d'arbitrage de l'Etat. Certains individus se détournent alors de cet acteur pour solutionner eux-mêmes leurs problèmes et leurs disputes. La tendance à délégitimer l'arbitre institutionnel nuit à la cohésion sociale, creuse la distance entre populations et autorités et constitue un terreau fertile pour l'irruption de la violence politique.

3. Le regard sur l'Etat est « divisé et clivant » car l'action de la gouvernance est jugée à l'aune de l'appartenance politique du citoyen (et en lien avec leurs appartenances identitaires). La perception de l'action des institutions devient un enjeu autour duquel se crée la polarisation entre les catégories de la population. Le rapport au processus électoral est particulièrement éclairant. Il « scinde » la population en deux camps : les uns adhèrent au processus tandis que les autres lui dénie toute légitimité. Les tensions intra et intercommunautaires sont alors plus susceptibles de dégénérer en affrontements politiques, tant les divergences d'opinion sont grandes quant aux représentants de l'Etat et aux institutions qui y sont liées, en particulier durant la période électorale.

4. La vulnérabilité d'une localité aux phénomènes de violence politique s'illustre aussi par un contexte où les communautés ont tendance à se replier sur elles-mêmes et éviter de s'intégrer aux autres. Ces contextes sont identifiables par le caractère peu apaisé des interactions quotidiennes entre les groupes sociaux (politiques, religieux, ethniques) et le passage aisé d'évènements « anodins » (par exemple lors d'un match de football ou d'un accident de voiture) à un conflit intergroupe. Cette dynamique aboutit à une fragilisation du lien social entre les communautés qui les prédispose à la confrontation violente.

5. Cette tendance au repli communautaire est davantage observable dans les localités où persistent des disputes non-résolues. La survivance d'événements conflictogènes anciens, de contentieux et d'actes de violence répétés dans la mémoire collective renforce la polarisation et la stigmatisation intercommunautaire. L'absence ou la faiblesse de mécanismes de conciliation et d'arbitrage entre les communautés cristallisent les ressentiments entre elles, fragilisent leurs liens sociaux et les prédisposent à rentrer en confrontation

violente lorsque des contestations émergent. Les localités marquées par des tensions fortes sont généralement celles où les porteurs de violence sont nombreux.

6. Dans un climat de litiges non-résolus entre groupes sociaux, les actes de violence commis par des individus appellent en général à l'identification des responsables qui peuvent favoriser l'émergence de logiques de revanche et de stigmatisation. Le climat d'anxiété facilite les logiques de « boucs émissaires » et la responsabilité de certains individus est plus facilement rejetée sur les groupes sociaux auxquels ils appartiennent, participant ainsi à séparer davantage les communautés et à menacer davantage la cohésion sociale.

7. La tolérance aux violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) est un signal révélateur d'un climat conflictuel et alimente les conditions qui génèrent l'adoption de comportements violents sur le terrain politique. Les inégalités structurelles liées au genre sont un marqueur supplémentaire du manque de cohésion entre les groupes sociaux et se manifestent par les différences d'accès aux ressources et aux opportunités socioéconomiques offertes aux femmes par rapport aux hommes, ainsi que par les VSBG.

8. Trois principales caractéristiques psychosociales individuelles prédisposent à l'adoption de comportements violents : (1) une tendance à cadrer les relations sociales et les événements du quotidien à travers une grille de lecture ethnicisée, (2) une attitude sociale belliqueuse et (3) un niveau d'engagement civique et de participation électorale élevé. Le profil de ces individus présente une absence de comportements favorables au vivre ensemble, tel que la tolérance vis-à-vis de la diversité, des inconvenances quotidiennes et l'acceptation de leurs propres erreurs. Les personnes dotées de ces attitudes tolèrent les discours polarisants de la part des hommes politiques et adhèrent généralement à une vision de la vie politique qui tend à fragmenter et désunir les communautés.

9. Dans les localités les plus affectées par des vulnérabilités structurelles, l'action des entrepreneurs de violence a plus de chance de réussir par son accès à un terreau de citoyens engagés civiquement mais fortement polarisés et dont le potentiel de mobilisation peut être détourné à des fins violentes. Alors qu'une crise de confiance verticale et des tensions de cohabitation horizontale sont observées, les moments électoraux et les enjeux de pouvoirs qu'ils drainent configurent un marché local de la violence.

Les **recommandations à court terme** qui peuvent être tirées de ces enseignements sont les suivantes :

- Mettre en place un outil barométrique permettant un système d'alerte et de réponse précoce sur la base des résultats de l'analyse SCORE, à l'occasion du début d'un nouveau cycle électoral en Côte d'Ivoire.
- S'appuyer sur les cadres de concertation (CdC) existants pour effectuer, en collaboration avec les autorités administratives, l'état des lieux et la compréhension commune des conflits en cours et litiges non-résolus, de même que leurs causes profondes. Travailler avec ces CdC pour la résolution de ces conflits et l'organisation de dialogues communautaires axés sur la citoyenneté pacifique.
- Promouvoir à travers ces CdC le rapprochement entre les représentants locaux, leurs administrés et les acteurs de justice et de sécurité. Passer par ces dispositifs pour diffuser une communication claire sur les processus de décision, notamment par la diffusion d'informations régulières sur les mécanismes d'encadrement des agents de l'Etat (éducation, santé, justice, sécurité...), mais aussi sur le fonctionnement de la Commission électorale ivoirienne (CEI), pour favoriser la confiance entre la population et l'Etat.
- Renforcer le rôle des femmes dans les actions de paix et de cohésion sociale menées par les CdC au niveau local, par l'implication des associations féminines, de leaders de la société civile, de « championnes ».

1

Etat des lieux
structurel : l'accès à
l'Etat et les rapports à
la gouvernance

Chapitre I - Etat des lieux structurel : l'accès à l'Etat et les rapports à la gouvernance

Le processus de dialogue ainsi que l'étude SCORE ont permis d'identifier une série d'éléments et de dynamiques générales qui contribuent à fragiliser un environnement local, c'est-à-dire à le rendre plus vulnérable à la violence politique. Avant de parcourir plus précisément ces moteurs de la violence politique (chapitres 2 et 3), ce chapitre vise à proposer un état des lieux de la société ivoirienne et plus précisément du rapport des citoyens à leur gouvernance. Les phénomènes de violence sont renforcés par des phénomènes particuliers que l'analyse prédictive a permis d'identifier. Néanmoins, l'impact de ces derniers ne peut être parfaitement compris sans baliser en amont le « théâtre » où se déploient les dynamiques de violence politique. En ce sens, le rapport à l'Etat et à ses institutions, le manque d'accès aux services de la gouvernance, les faibles niveaux de sécurité humaine, le manque de crédibilité du processus électoral et le manque de représentativité des autorités sont des points d'entrée contextuels associés aux situations générant directement de la violence politique. Ils constituent le terreau fertile sur lequel la cohésion sociale se détériore, la polarisation entre les électeurs s'aggrave et les comportements civiques décident de basculer dans l'engagement violent¹⁰.

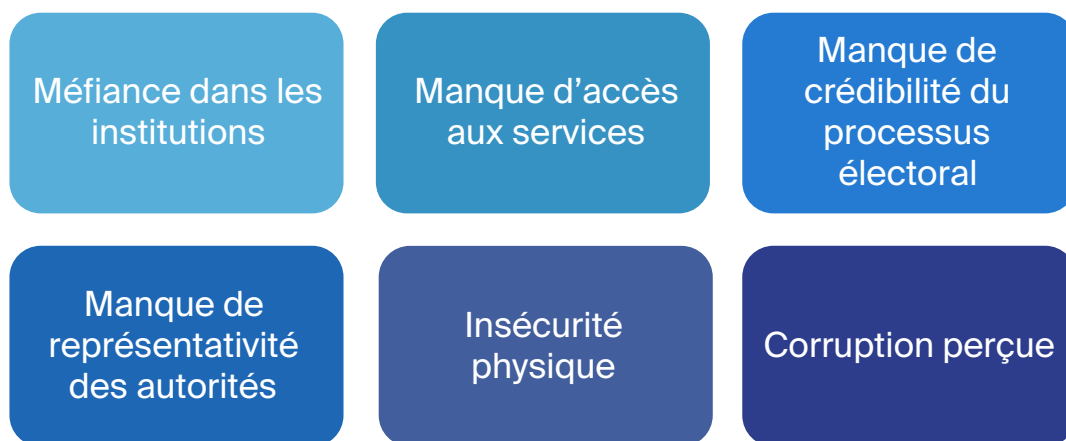


Figure 2. Nexus crise de la représentation et problème de légitimité institutionnelle¹¹

¹⁰ En ce sens, les indicateurs présentés en figure 1 n'apparaissent pas directement dans le modèle en annexe 1 (à l'exception de « corruption perçue ») mais se situent à la périphérie du modèle. Ils sont corrélés à différents indicateurs situés à la gauche du modèle et constituent en ce sens des points d'entrées. Ils témoignent des conditions contextuelles favorisant l'articulation des indicateurs directement impliqués dans la violence politique (et donc visualisés dans le modèle).

¹¹ Les six indicateurs apparaissant dans la figure 1 sont fortement corrélés statistiquement. Ils forment un "bloc" de phénomènes plus ou moins interdépendants s'influençant entre eux. En d'autres termes, la méfiance dans les institutions s'accompagne généralement du sentiment d'insécurité physique, d'un manque d'accès aux services élémentaires, à l'idée que les différents agents de l'Etat sont corrompus, ...

Section I. Des niveaux de sécurité humaine faibles

Les résultats des analyses montrent qu'il existe des niveaux variables – mais en général élevés – d'insécurité humaine dans les districts étudiés. Ceux-ci sont observés particulièrement pour la sécurité physique et la sécurité économique et alimentaire. Par ailleurs, un lien fort est identifié entre sécurité physique et sécurité politique.

1. Une insécurité économique et alimentaire variables à l'échelle du territoire

Une grande partie des populations interrogées au cours du processus de recherche estime ne pas être en capacité financière de satisfaire ses besoins en termes d'accès aux services sociaux de base¹². Le risque perçu d'insécurité économique et alimentaire est particulièrement préoccupant : 59% des répondants estiment qu'ils n'ont pas un revenu stable et suffisant pour satisfaire leurs besoins élémentaires. Autre indication, 40% affirment qu'ils ne sont pas capables de fournir assez de nourriture à tous les membres du ménage, 63% des ménages peuvent fournir trois repas par jour aux leurs et 26% considèrent qu'ils n'ont pas assez d'argent pour acheter à manger. Le district du Zanzan couronné par les deux grandes régions, notamment le Bounkani et le Gontougo, fait face à un niveau de sécurité économique et alimentaire bas (3.9 pour le Bounkani et 4.3 pour le Gontougo), comme l'indique la figure 3 ci-dessous.

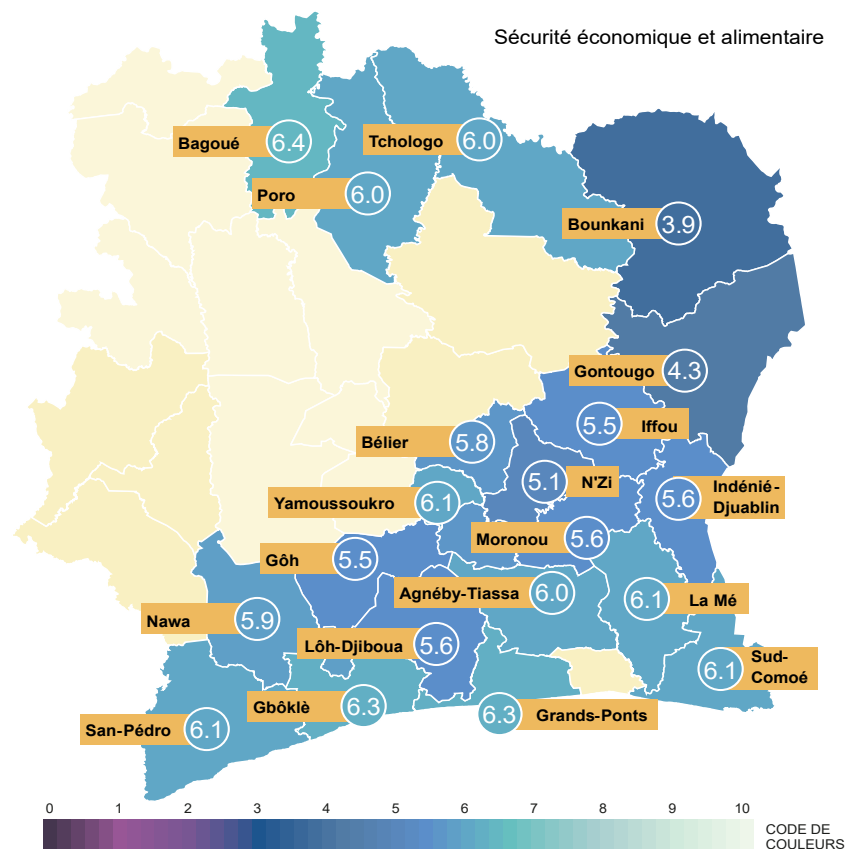


Figure 3. Niveaux de sécurité économique et alimentaire

¹² UN/OCHA, (2013), "Côte d'Ivoire 2013. Besoins humanitaires en phase de transition"

- La rencontre avec les citoyens lors de la RAP a permis d'identifier une série de raisons expliquant les risques perçus en matière d'insécurité économique et alimentaire : la récurrence des conflits d'usage entre agriculteurs et éleveurs qui tendent à insécuriser l'activité agricole ;
- L'expansion de l'activité d'orpaillage qui tend à rendre l'activité agricole impossible ;
- Les difficultés d'approvisionnement des marchés locaux et de commercialisation des produits agricoles de rente du fait des tracasseries routières (dû à la forte militarisation de la zone) et la faiblesse des coûts "bord de champ" ;
- Une fuite des produits vers les marchés extérieurs et les marchés des grandes villes du pays ;
- Le monopole ethnique sur l'activité agricole qui insécurise l'accès aux produits ;
- La faible diversification de la culture dominée par le binôme anacarde-hévéa (récemment introduite comme culture de diversification) et l'igname ;
- L'intérêt des cultures de rente au détriment des cultures vivrières.

2. Les liens entre sécurité physique et accès aux services essentiels

Le niveau de satisfaction relatif à l'offre des services publics est relativement faible, souvent l'accès étant jugé insuffisant¹³. Une partie non négligeable de la population affirme même que celle-ci est inexistante dans leur localité : plus d'un répondant sur cinq (21%) précise ne pas avoir accès à l'eau potable et plus de deux sur cinq (42%) disent ne pas avoir accès aux services communaux sanitaires. Cette question varie fortement en fonction des localités.

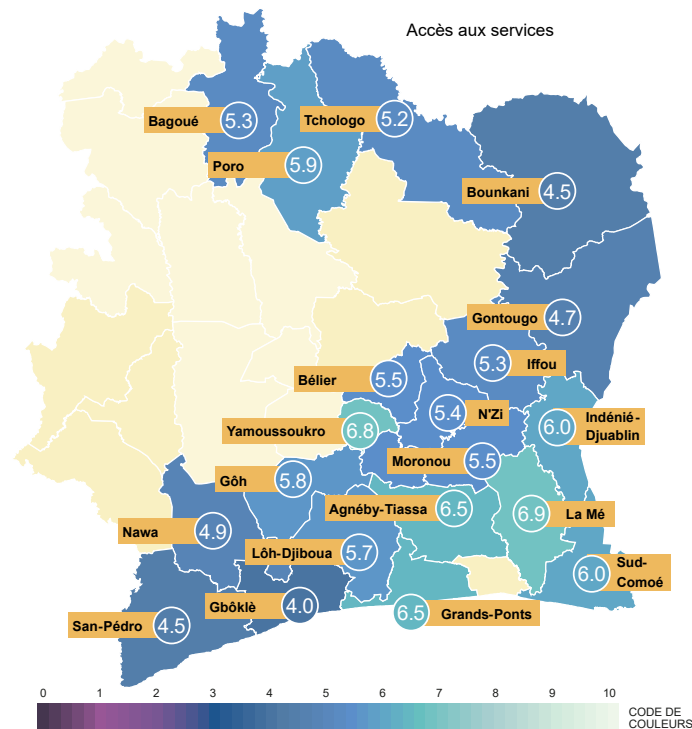


Figure 4. Niveaux d'accès aux services

¹³ François Roubaud, (2003), « La crise vue d'en bas à Abidjan : ethnicité, gouvernance et démocratie », Afrique contemporaine, vol. 2 n° 206, pp. 57-86.

Les deux principales raisons évoquées par les citoyens pour expliquer l'insuffisance de l'offre de services publics sont : (1) les politiques publiques, centralisées à Abidjan et à Yamoussoukro, ont pour effet de délaisser les zones périphériques ; et (2) les crises internes dans les luttes de pouvoir affaiblissent les capacités d'actions collectives et génèrent une faiblesse structurelle des services publiques.

Le sentiment d'insécurité physique est particulièrement associé à la confiance dans les institutions et à l'accès aux services essentiels. Statistiquement, **le niveau de sécurité physique diminue avec le manque d'accès à la justice, aux services de santé et à l'éducation**. Les contextes caractérisés par une méfiance à l'égard des institutions et un manque d'infrastructures sont ceux dans lesquels les citoyens se sentent le plus en danger. Aujourd'hui en Côte d'Ivoire, les populations ont, de façon massive, peur d'être victimes d'incidents violents. Alors que les efforts sont faits par les autorités pour assurer leur sécurité, elles ont le sentiment que les offres de sécurité sont concentrées dans les grandes agglomérations.

Le niveau de sécurité physique est le plus faible à Gôh-Djiboua et à Zanzan. La situation dans le district du Zanzan est d'autant plus problématique qu'elle s'accompagne de scores très faibles dans l'accès aux services. Il doit être noté que c'est à Basassandra et à Zanzan que celui-ci est le plus bas.

Tableau 3. Pourcentage d'accès aux services essentiels

| Pourcentage de répondants disant ne pas du tout avoir accès aux services suivants : | Basassandra | Zanzan | Echantillon total |
|---|-------------|--------|-------------------|
| Accès à l'eau potable | 35% | 43% | 21% |
| Accès à l'électricité | 8% | 13% | 5% |
| Accès aux services communaux sanitaires | 56% | 62% | 42% |

3. De la sécurité physique à la sécurité politique

Les niveaux de sécurité politique et de sécurité physique sont liés. En effet, parce qu'ils influencent les attitudes civiques individuelles et le niveau de cohésion sociale au sein des communautés, ils jouent un rôle indirect dans le développement de comportements violents lors des périodes électorales.

*« On a peur car tout ce que tu vas dire aujourd'hui, demain tu risques des menaces de mort et souvent même d'aller en prison. Ici, on n'est pas libre de s'exprimer. Personne ne fait confiance à personne, même dans les familles, il y a des divisions ».*¹⁴

La peur associée à l'exercice des droits politiques contraint l'engagement citoyen des individus et leur participation électorale : **plus d'un répondant sur quatre dit ne pas pouvoir du tout dire publiquement ce qu'il pense de la politique, sans être menacé d'être inquiété**. Ce phénomène est plus accentué à Gôh-Djiboua, Yamoussoukro et Zanzan où ils sont respectivement 37%, 33% et 32% à déclarer cet état de contrainte. C'est à Gôh-Djiboua que le niveau de sécurité politique est le plus faible. Les répondants sont par exemple **22% à affirmer qu'ils ne peuvent pas du tout choisir librement leur candidat sans être sous la pression d'un leader (politique, communautaire ou religieux)**.

Dans certains contextes, l'expression du choix et de l'opinion politique est considérée comme exposant à un risque important de représailles. Cette situation se vérifie dans les écosystèmes marqués par une construction

¹⁴ Atelier de restitution-validation, Ferkessédougou, district des savanes, mardi, 28 mars 2023

identitaire ethnique fortes de l'appartenance politique, la survivance dans la mémoire collective d'épisodes de violence politique, la configuration du champ politique et de la compétition locale autour de figures en capacité forte de mobilisation de la violence et un fort ancrage du sentiment d'impunité.

Section II. Niveaux de confiance dans le réseau institutionnel et crise de légitimité

1. Un rapport aux institutions clivant et source de polarisation

L'analyse des données de terrain révèle que le niveau de confiance dans les institutions est sensiblement équivalent d'une institution à l'autre. Néanmoins, la confiance est « politiquement » marquée, c'est-à-dire qu'elle est étroitement attachée à l'orientation politique : elle est faible lorsque l'individu soutient un parti de l'opposition tandis qu'elle est élevée lorsque l'individu soutient le parti au pouvoir.

Tableau 4. Tableau de confiance dans les institutions en fonction de l'affiliation politique

| Pourcentage de répondants qui font confiance « totalement » et « relativement » aux institutions | Partisan du PDCI ¹⁵ | Partisan du RHDP ¹⁶ | Partisan du PPA-CI ¹⁷ | Aucun parti soutenu | Autre |
|--|--------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|---------------------|-------|
| Président | 47.8% | 91.8% | 34.1% | 62.1% | 54.5% |
| Justice | 51.8% | 80.3% | 38.5% | 58.2% | 51.2% |
| Corps préfectoral (préfet et sous-préfet) | 70.0% | 84.9% | 60.0% | 70.1% | 65.2% |
| Forces de défense et de sécurité (police, gendarmerie, armée, douanes, eaux et forêts) | 64.0% | 80.3% | 56.0% | 65.8% | 63.0% |
| Commission électorale indépendante (CEI) | 40.8% | 77.6% | 27.9% | 49.8% | 44.7% |

Dès lors, la présence d'un type d'électorat dans une localité va déterminer le niveau de confiance accordé localement aux autorités et aux institutions. En d'autres termes, une territorialisation est aisément perceptible : l'existence de « bastions politiques » fait apparaître des zones dans lesquelles les acteurs institutionnels sont largement appréciés alors que dans d'autres ils sont majoritairement décriés. Dans le district des Savanes (où deux personnes sur trois se disent proche du parti actuellement au pouvoir), près de 90% des répondants font confiance aux autorités centrales tandis qu'ils ne sont « que » 52% dans le district des Lagunes (où un répondant sur cinq se dit proche du pouvoir en place).

Le rapport aux institutions est alors dans une certaine mesure source de polarisation et l'attachement à un parti politique détermine le regard porté sur les institutions et celui-ci divise la population. Parmi les indicateurs associés à l'affiliation politique, ceux liés à la confiance dans les différentes institutions ont la première place. En d'autres termes, le choix de soutenir le parti X ou Y est exclusivement associé au regard porté sur les institutions et celui-ci sera positif ou négatif en fonction du candidat soutenu. En ce sens, le regard sur les institutions est un enjeu crucial qui régit les positionnements politiques et en retour la légitimité de celles-ci est indexée à ces positionnements. **Cette tendance est clairement un levier de déstabilisation dans la mesure où la légitimité des institutions censées assurer la régulation de la société apparaît temporaire et volatile : le réseau institutionnel sera considéré comme légitime le temps d'un mandat et perdra toute crédibilité dès lors que les prochaines échéances électorales couronneront l'adversaire.**

15 Parti démocratique de Côte d'Ivoire

16 Rassemblement des houpouëtistes pour la démocratie et la paix (parti au pouvoir)

17 Parti des peuples africains (parti d'opposition présidé par Laurent Gbagbo)

2. Crise de la représentativité

Le manque de confiance envers les institutions est en général associé au sentiment du manque de représentativité des élus locaux. Ces deux dimensions – auxquelles s'ajoutent l'idée d'un niveau de corruption élevé (voir chapitre 2) – illustrent ce qu'il est commun d'appeler une « crise de la représentation ».

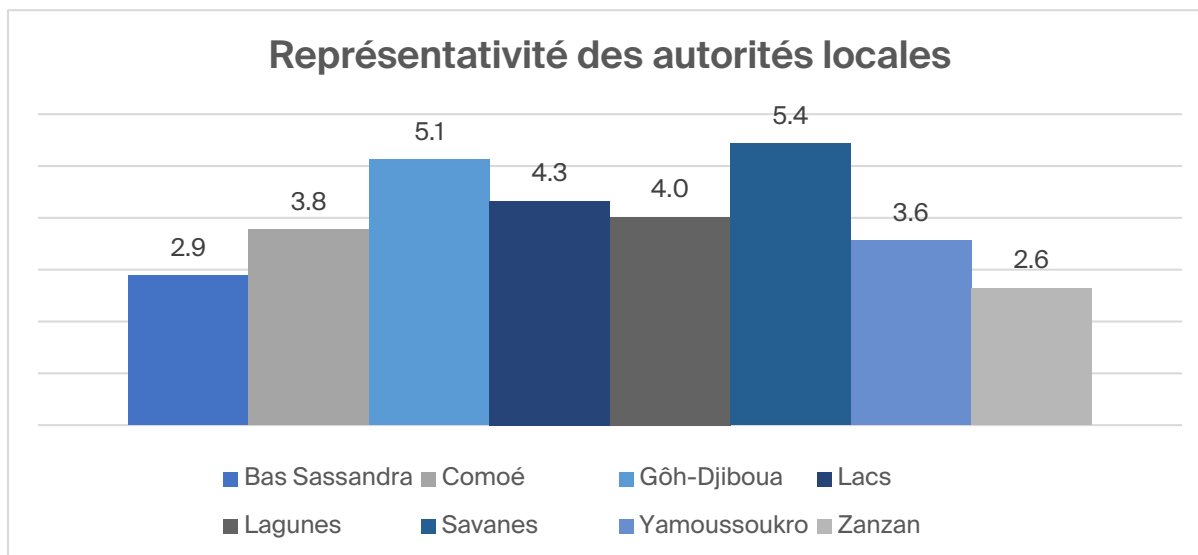


Figure 5. Score lié à la représentativité des élus¹⁸

La conjonction de ces trois phénomènes – manque de représentativité des élus, confiance dans les institutions indexée à l'affiliation politique et sentiment de corruption¹⁹ – traduit un dysfonctionnement institutionnel dangereux pour la cohésion sociale. Le relatif déficit de légitimité dont souffrent les élus, associé à la critique du fonctionnement institutionnel, reflète une crise de la représentativité. La figure 5 fait apparaître des résultats mitigés : le score le plus élevé « culmine » à 5.43 (sur 10), signifiant que « dans le meilleur des cas » seulement un peu plus de la moitié de la population a une opinion favorable de ses élus politiques. Il est d'autant plus préoccupant que de fortes disparités géographiques sont observées puisque le plus faible score enregistré est de 2.6 (la région de Bounkani dans le district de Zanzan). Les ressentiments à l'égard des élus locaux suspectés de favoriser la distribution des ressources à un groupe particulier, et faisant profiter certains des fruits de la croissance au détriment des autres, génèrent des formes de défiance entre les groupes et nuisent à la bonne entente.

En moyenne, autour **d'un répondant sur 3 est en total désaccord avec les affirmations selon lesquelles les élus locaux seraient proches de la population, serviraient les besoins des gens ordinaires ou encore que leurs opinions seraient prises en compte par les décideurs locaux. Seulement 14% des répondants pensent que les élus les informent suffisamment à propos des initiatives prises dans leur localité, qu'ils écoutent leurs avis ou encore qu'ils tiennent compte de leurs besoins.** La situation de la Commission électorale indépendante (CEI) est à ce titre particulièrement symbolique et préoccupante²⁰.

18 Cet indicateur combine une série de questions relatives à la notion de représentativité politique. Ainsi, plus un score est élevé, plus la majorité des individus de la zone ont répondu favorablement aux questions du type : considérez-vous que les élus locaux « sont disponibles pour la population » / « sont proches de la population » / « écoutent la population » / « tiennent compte de vos besoins et opinions » / « informent les populations »...

19 L'indicateur "corruption perçue" mesure le niveau de suspicion de corruption des citoyens envers les différentes autorités de l'Etat. Un score élevé pour cet indicateur signifie que les citoyens ont tendance à suspecter de corruption les différents agents de l'Etat (agents administratifs, agents de santé, enseignants, police, juges et élites politiques). Plus de précisions sur cet indicateur dans le chapitre 2 (section II.2)

20 APDH, « La crédibilité des élections est-elle menacée ? Une critique de la CEI »

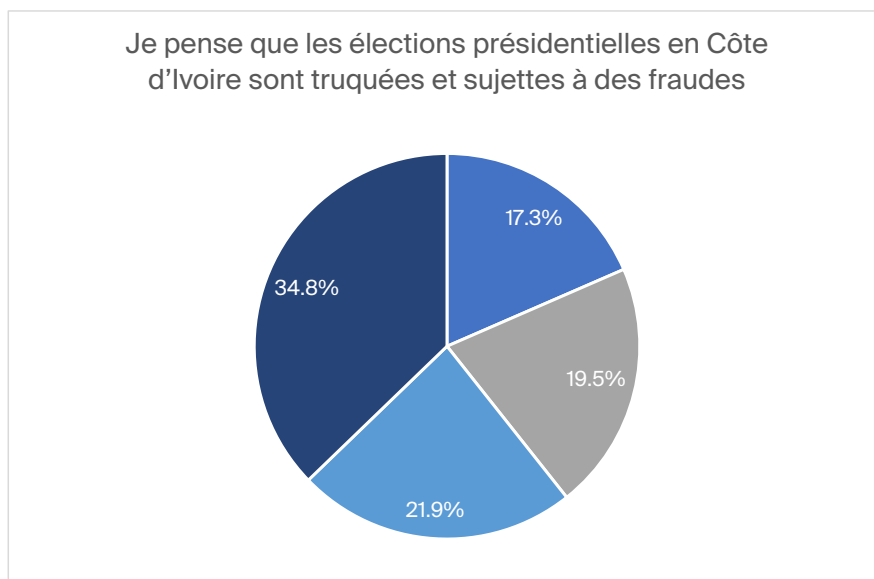


Figure 6. Pourcentages liés à la confiance dans le processus électoral

Près de trois répondants sur cinq pensent que **les élections présidentielles en Côte d'Ivoire sont truquées et sujettes à des fraudes**. Le manque de crédibilité du processus électoral traduit une crise des instances démocratiques et complique les situations de transition de pouvoir politique²¹. Les niveaux élevés de méfiance à l'égard de la CEI et de la légitimité des résultats électoraux en général sont problématiques : 59% des répondants pensent que *le parti au pouvoir réussit toujours à se débrouiller pour gagner une élection* – autrement dit là encore trois **citoyens sur cinq pensent que le parti au pouvoir ne peut pas perdre**. Ce type de perception devient particulièrement menaçant dès lors qu'une catégorie particulière de la population (les partisans des partis de l'opposition) se montre extrêmement critique à l'égard du processus électoral. Au total, 82% des partisans du PPA-CI estiment que les élections présidentielles en Côte d'Ivoire sont truquées et sujettes à des fraudes. Cette tendance révèle une dynamique de polarisation de la demande politique qui, conséquemment, fragilise les relations intergroupes au sein des localités et menacent la cohésion sociale.

Le manque de confiance dans les institutions n'est pas un moteur direct d'un comportement violent individuel mais un élément participant à la fragilisation du vivre ensemble - qui constitue, lui, un terreau fertile pour le recours à des attitudes violentes lors des périodes électorales (voir chapitre 2). En d'autres termes, **ce n'est pas forcément parce qu'un individu considère que la CEI est partielle ou que les élections sont sujettes à des fraudes qu'il adoptera un comportement violent**. En revanche, l'intensification de ce type d'opinion (manque de confiance dans le processus électoral ou des acteurs institutionnels en général) au sein d'une localité contribue à fragiliser la coexistence entre les groupes – puisque les autorités en charge d'organiser le vivre ensemble peinent à asseoir leur légitimité. La relation à ces institutions devient d'autant plus problématique dès lors qu'elle « scinde » la population en deux camps : les uns ne contestant pas particulièrement le fonctionnement tandis que les autres se montrant critiques. **La perception du processus électoral (et des acteurs institutionnels) devient un enjeu autour duquel s'opèrent les bifurcations entre les populations.** Conséquemment, elle divise les citoyens et rend toujours plus problématique le vivre ensemble.

²¹ Peter Halley Penar & Michel Ségorbah Silwe, 2015, « Elections en Côte d'Ivoire : Méfiance de la CEI, peur de violence », Dépêche No. 51, Afrobaromètre

2

Les dynamiques
à risque : qu'est-
ce qui rend une
zone vulnérable à la
violence politique

Chapitre II - Les dynamiques à risque : qu'est-ce qui rend une zone vulnérable à la violence politique ?

La modélisation prédictive (voir annexe 1) a permis de faire émerger les phénomènes participant à renforcer les comportements violents lors des épisodes électoraux. Les indicateurs mobilisés décrivent trois grandes dynamiques prenant place à trois niveaux d'action (voir annexe 2) : le niveau structurel (fonctionnement de la communauté), le niveau individuel (prédispositions individuelles) et le niveau collectif (engagement de l'individu sur la scène civique).

Ce chapitre s'intéresse principalement au premier niveau : il dresse un état des lieux des conditions structurelles qui favorisent le déploiement de comportements violents au sein d'une communauté. Le phénomène appelé « Fragilités structurelles de la communauté » (en haut du modèle) illustre l'existence de tensions et de disputes non-résolues entre les communautés et les groupes sociaux de la localité. En d'autres termes, les localités dans lesquelles la cohésion sociale est fragilisée. L'expression utilisée est alors celle de **vulnérabilité structurelle** car cette situation prédit statistiquement la tendance à la violence politique. Evidemment, une structure communautaire n'est pas actrice de violence politique, celle-ci étant le fait d'individus qui en font partie. Le modèle montre ici que cette situation est un **terreau fertile aux agissements violents** : elle constitue un environnement qui facilite et même encourage les actions individuelles violentes en période électorale.

| Fragilités structurelles au sein de la communauté |
|---|
| Tensions au sein de la communauté |
| Condamnation de l'entraide intergroupes |
| Absence de solidarité intergroupes |
| Tensions liées aux ressources naturelles et au foncier |
| Tensions liées aux rivalités politiques |
| Tensions intergroupes |
| Tensions liées aux chefferies |
| Tensions liées à des menaces externes |
| Autres groupes ethniques perçus comme une menace sociale |
| Autres groupes politique perçus comme une menace sociale |
| Autres groupes religieux perçus comme une menace sociale |
| Etrangers perçus comme une menace sociale |
| Environnement violent (présence de porteurs de violence) |
| Soutien aux violences basées sur le genre |
| Absence de soutien à l'égalité de genre |
| Absence de soutien à un héritage équilibré entre les genres |

Figure 7. Composants du méta-indicateur "Fragilités structurelles de la communauté"

Le tableau ci-dessus liste les composants du phénomène appelé « Fragilités structurelles de la communauté ». Ces indicateurs ici rassemblés sont apparus statistiquement corrélés : ils forment un tout homogène et cohérent

et font apparaître un construit statistique qui permet de **décrire l'état de vulnérabilité de la zone**. Plus ces phénomènes se cumulent dans une localité, plus celle-ci est fragilisée et favorise donc le recours à des comportements violents lors des élections. La partie suivante vise à contextualiser cette liste de phénomènes.

Section I. Qu'est-ce qu'un contexte vulnérable à la violence politique ?

Le modèle prédictif montre que la violence politique naît du manque de cohésion sociale. La série d'indicateurs illustrant la fragilité du lien social de la communauté (voir tableau précédent) peut être rassemblée en quatre tendances : la survivance d'éléments conflictogènes, des attitudes de repli sur soi, l'existence de pesanteurs culturelles liées au genre et enfin la présence de porteurs de violence. Toutes illustrent les difficultés à organiser la « paix par le bas » et confirment la nécessité d'assurer d'abord en amont une réconciliation nationale du « haut vers le bas » entre les acteurs de la gouvernance²².

1. Survivance d'éléments conflictogènes

*« La plaie est toujours là parce qu'on a mal soigné la plaie. La plaie n'est pas totalement finie ».*²³

Parce qu'il existe dans certaines localités des objets de **litiges non résolus** opposant les communautés et une **mémoire collective** d'événements anciens, le climat social local est davantage propice à l'adoption de comportements violents lors des épisodes électoraux et facilite la transposition de la contestation électorale sur le terrain intercommunautaire.

Toutes ces expériences de conflictualités à répétition, souvent accompagnées de violence, restent ancrées dans la mémoire collective, et développent une forme de lassitude et d'exténuation au niveau des groupes politiques ou communautaires. Le manque d'apaisement et de mécanismes de régulation de ces conflits latents constituent dès lors un contexte propice au développement de comportements violents. L'échéance électorale devient une opportunité de confrontation : un enjeu crucial pour régler des contentieux anciens et prendre la main sur la résolution des litiges. Les questions d'ordre nationales, telles que la succession politique dans le contexte des élections, sont alors vécues à travers des problèmes locaux immédiats à travers leur base régionale et ethnique²⁴.

*« Avant, tout allait bien à Daoukro. Mais les conflits ont commencé lors d'un mariage vers la pâtisserie "Fiacre". Les jeunes Baoulés ont accusé les Malinkés d'avoir poignardé l'un d'entre eux. Au cours de ce mariage, les jeunes des deux communautés se sont chamaillés. Ces événements se sont déroulés avant l'élection présidentielle de 2020 entre Baoulékro et Dioulakro. Il n'y a pas eu mort d'homme mais c'est resté comme un "riz couché". Et comme les communautés ne s'étaient pas bien affrontées, elles ont attendu l'élection présidentielle de 2020 et profité de mésentente entre l'actuel président et le président Bédié pour mieux régler leur compte ».*²⁵

Les disputes liées à la terre et au foncier ainsi que les rivalités politiques sont les principales sources de tension structurelles et de problèmes non-résolus. Ce sont dans les districts de Gôh-Djiboua, des Lacs et des Lagunes que les capitaux liés à la terre génèrent le plus de contestations. Le tableau suivant fait apparaître les cinq départements dans lesquels les disputes sont les plus élevées (les objets spécifiques au cœur des tensions varient

22 Piccolino G., (2017), "Rhétorique de la cohésion sociale et paradoxes de la "paix par le bas" en Côte d'Ivoire", *Politique Africaine*, 4, n 148, pp. 49-68.

23 Focus mixte des associations des femmes de Daoukro, district des lacs, 21 juin 2022

24 Dembele O. (2003), "Côte d'Ivoire : la fracture communautaire", *Politique Africaine*, 1, 89, pp. 34-48.

25 Focus Group mixte des leaders de jeunesse des partis politiques, Daoukro, district de Bas-Sassandra, 21 juin 2022

d'un district à l'autre).

Tableau 5. Niveaux de tensions dans les districts des Lacs et Lagunes

| | Moyenne | Lagunes | | | Lacs | |
|--|---------|---------------|-------|--------------|---------|-----|
| | | Agneby-Tiassa | La Me | Grands Ponts | Moronou | Nzi |
| Tensions liées au foncier | 5.5 | 7.0 | 6.8 | 6.6 | 6.8 | 5.8 |
| Tensions liées aux ressources naturelles | 3.7 | 4.3 | 4.2 | 4.4 | 5.4 | 5.3 |
| Tensions liées aux rivalités politiques | 4.8 | 6.6 | 5.6 | 5.2 | 5.6 | 5.1 |
| Tensions interethniques | 3.7 | 6.2 | 5.4 | 4.5 | 5.0 | 3.8 |
| Tensions liées aux chefferies | 2.1 | 3.5 | 2.8 | 2.9 | 2.3 | 2.9 |
| Tensions liées aux migrations | 1.9 | 2.8 | 2.5 | 2.3 | 2.1 | 3.0 |

La situation dans la région **d'Agneby-Tiassa** est particulièrement alarmante car elle voit se superposer les niveaux les plus élevés de tensions interethniques (score de 6.2 pour une moyenne de 3.7) et de tensions entre rivaux politiques (score de 6.6 pour une moyenne de 4.8). Ainsi, les tensions interethniques sont deux fois plus élevées dans l'Agneby-Tiassa que dans le reste du pays. Cette situation favorise le basculement de la violence politique sur le terrain communautaire.

Ainsi, la défaillance d'arbitrage et l'absence de résolution de conflits devant être garantie de manière institutionnelle dégradent les relations entre les groupes sociaux de la localité au quotidien. A San Pedro par exemple, les individus rencontrés ont insisté sur le fait que leur district n'a pas bénéficié de processus de prise en charge de victimes comme ce fut le cas pour certaines localités du pays.

*« La guerre a fait beaucoup de victimes à San Pedro. Il y a eu beaucoup de morts. Même aujourd'hui, certaines personnes se promènent encore avec des balles dans la tête, dans les jambes. D'autres ont tout perdu. Des filles ont subi des viols collectifs. Mais aucune politique d'exorcisation et de prise en charge n'a été entreprise par le gouvernement. Cela aussi, c'est quelque chose qui est là, les gens n'en parlent pas mais ils n'ont pas oublié ».*²⁶

L'existence de sources de conflits structurels non-résolus (tensions liées au foncier, aux ressources naturelles, entre chefferies...) amplifie les problèmes de coexistence²⁷. Les interactions quotidiennes entre les groupes sociaux (politiques, religieux, ethniques) ne sont pas apaisées et peuvent aisément dégénérer en conflit intergroupes à l'occasion d'évènements « anodins » (par exemple lors d'un match de football ou d'un accident de voiture).

Dans le district des Lagunes, près d'une personne sur deux (45.6%) affirme qu'il y a souvent ou toujours des provocations et des insultes entre les groupes ethniques et/ou politiques et 38% des répondants disent que les agressions physiques ou des incidents entre deux individus finissent souvent ou toujours par opposer deux communautés. Les litiges non résolus affectent donc le vivre ensemble et chacun des évènements quotidiens peut devenir une source d'opposition entre les groupes.

26 Entretien individuel avec la présidente de l'OFACI, San Pedro, district de Bas-Sassandra, 23 juin 2022

27 Francis Akindès, (2017), « On ne mange pas les ponts et le goudron » : les sentiers sinueux d'une sortie de crise en côte d'ivoire », *Politique africaine*, Editions Karthala, vol.4, n° 148, pp. 5-26

2. Propension au repli sur soi

Logiquement, les problèmes de coexistence intercommunautaire dans le quotidien de la localité favorisent le développement de la méfiance entre les groupes et entraîne des réflexes et des attitudes de repli sur soi et sur son groupe d'appartenance. Le climat conflictuel réduit l'inclinaison à interagir avec les autres groupes. Des réflexes individuels de suspicion se mettent en place et les membres des autres groupes sociaux sont plus facilement identifiés comme des éléments menaçant la cohésion sociale de la localité. **L'analyse prédictive montre que plus une localité est marquée par une tendance à l'évitement et à la faiblesse de l'intégration, plus sa vulnérabilité à la survenue de comportements violents lors des épisodes électoraux augmente.**

La fragilisation du lien social et le manque d'interactions entre les groupes renforce une dynamique de bipolarisation où les rapports sociaux s'appréhendent à travers une grille de lecture victime/menace.

Tableau 6. Niveaux de perception de l'autre comme menace sociale

| | Echantillon Total | Bas Sassandra | Comoé | Gôh-Djiboua | Lacs | Lagunes | Savanes | Yamoussoukro | Zanzan |
|---|-------------------|---------------|-------|-------------|------|---------|---------|--------------|--------|
| Perception des autres groupes ethniques comme une menace | 0.7 | 0.5 | 0.5 | 0.6 | 1.3 | 0.8 | 0.7 | 1.6 | 0.3 |
| Perception des autres groupes politiques comme une menace | 0.8 | 0.6 | 0.9 | 0.5 | 1.5 | 0.8 | 1.2 | 1.5 | 0.4 |
| Perception des autres groupes religieux comme une menace | 0.4 | 0.4 | 0.5 | 0.3 | 0.9 | 0.6 | 0.2 | 0.8 | 0.2 |
| Perception des étrangers comme une menace | 1.8 | 1.7 | 2.1 | 1.7 | 2.4 | 1.4 | 2.1 | 2.3 | 0.7 |

Dans le district de Yamoussoukro, les individus estiment, plus qu'ailleurs, que les membres des autres groupes ethniques et des autres groupes politiques troublent le vivre ensemble de la localité. Une attention plus précise au niveau régional permet de constater que les localités du **Bélier** (district des Lacs) et de la **Bagoué** (district des Savanes) sont encore plus marquées par ces dynamiques. Dans le Bélier, la perception des autres groupes ethniques comme une menace est de 2.1 (score de 0.7 en moyenne pour l'échantillon total) et la perception des individus issus d'autres groupes politiques est de 2.2 (pour un score moyen de 0.8). En d'autres termes, dans le Bélier, **les rivaux politiques et les membres des autres groupes ethniques sont trois fois plus qu'ailleurs perçus comme des menaces susceptibles de perturber l'ordre social**. Bien que moins prononcée, cette méfiance à l'égard des groupes ethniques et politiques est également élevée dans la Bagoué (scores respectifs de 1.3 et 1.8). De manière générale, les étrangers sont le plus perçus comme une menace – particulièrement dans le district des Lacs et de Yamoussoukro.

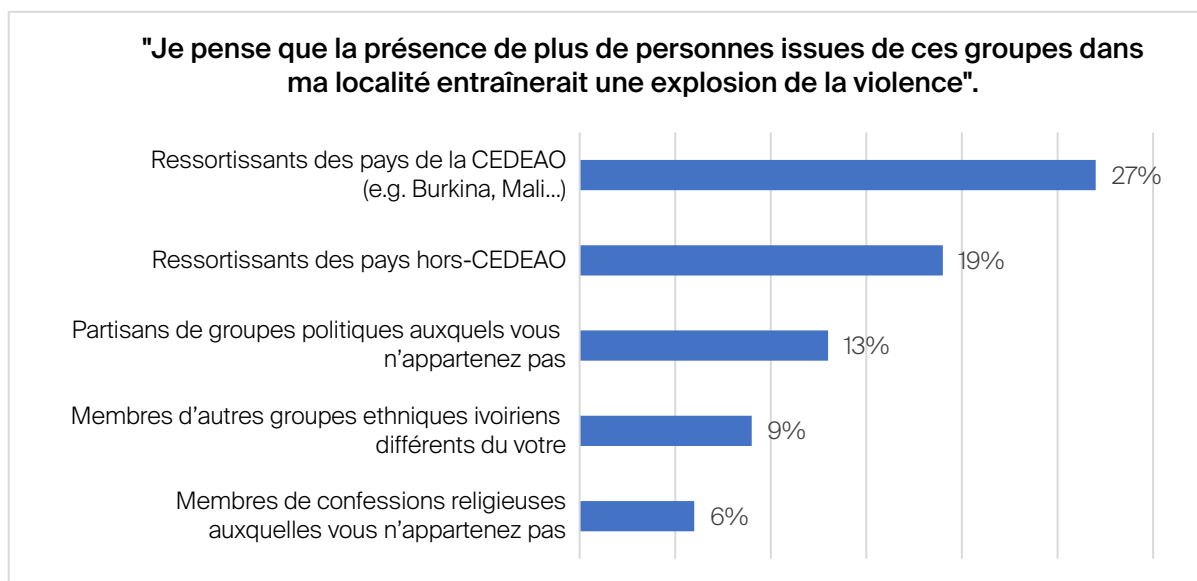


Figure 8. Pourcentages liés à la perception de l'autre comme menace sociale

De fait, dans les localités susmentionnées, la tendance au repli identitaire et à l'entre-soi est significative et une fragmentation de la société de même que la structuration de logiques de « boucs émissaires » sont observées (voir section II de ce chapitre). Cette situation conduit inexorablement à une dégradation des rapports sociaux au niveau horizontal et prédispose les communautés et les groupes socioculturels à une confrontation violente quand l'occasion se présente à eux, notamment lors des processus électoraux.

3. Des pesanteurs culturelles : les inégalités de genre et les violences basées sur le genre

Les inégalités de genre sont une manifestation supplémentaire du manque de cohésion entre les groupes sociaux. De manière générale, la fragilité structurelle de la communauté s'exprime par son caractère « divisé ». L'acceptabilité sociale des inégalités de genre est une autre forme de manifestation du manque de cohésion entre les groupes sociaux. Il est vrai qu'une grande partie de la population considère que les femmes doivent être mobiles socialement : elles doivent pouvoir accéder à l'éducation, au marché du travail ainsi qu'à des postes prestigieux et à responsabilité. Par contre, il est à remarquer que la question de l'héritage laisse apparaître des résistances à l'égalité d'accès aux ressources et au partage juste entre les genres : un répondant sur cinq considère que les garçons et les hommes doivent avoir la priorité lorsqu'il s'agit de partager les biens de la famille lors d'un héritage. C'est dans le district de Zanzan (notamment dans la région du Bounkani) que l'égalité des genres est la plus remise en question.

Par ailleurs, la tolérance aux violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) est un signal révélateur d'un climat conflictuel. Elle est un marqueur d'une certaine forme d'inégalité structurelle et contribue à alimenter les conditions favorables à l'adoption de comportements violents sur le terrain politique. En d'autres termes, **plus les VSBG sont socialement acceptées dans une localité, plus celle-ci a de chances de voir des comportements violents se développer lors des échéances électorales.**

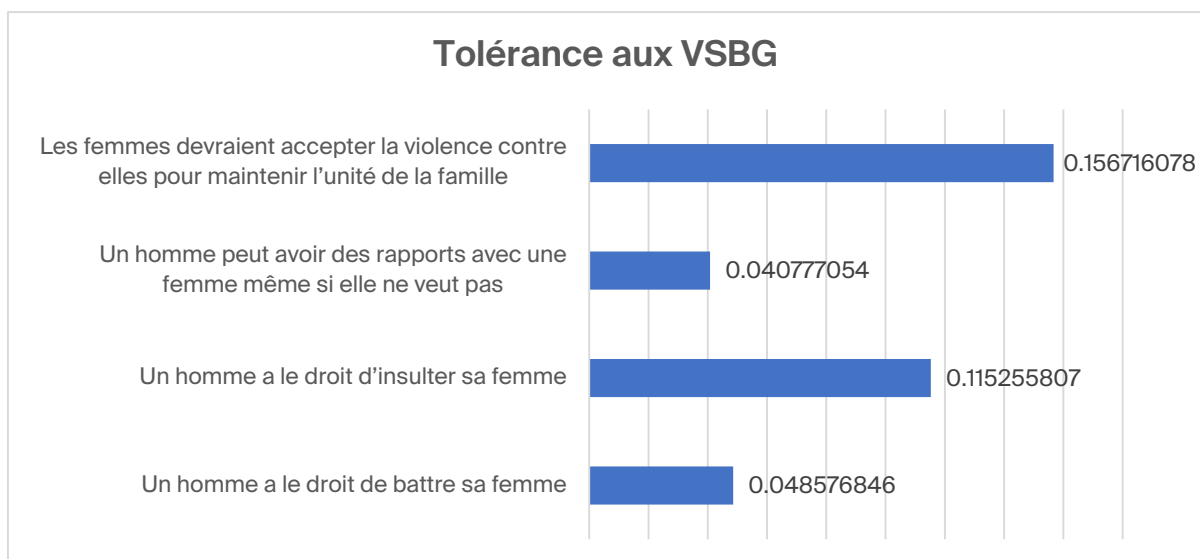


Figure 9. Pourcentages liés aux VSBG

La violence directe contre les femmes est largement critiquée, cependant certains répondants ont un discours qui tend à légitimer les violences domestiques par le biais d'excuses et de prétextes, comme lorsqu'il s'agit de maintenir l'unité de la famille. De plus, il est à noter que la violence domestique est le type de violence le plus fréquent dans les districts étudiés (voir section II de ce chapitre). Les questions de VSBG devraient particulièrement être observées dans le district des Lacs : dans les régions de Nzi et Iffou, celles-ci sont « deux fois plus acceptées » que dans le reste du pays.

Cette tolérance face aux VSBG apparaît comme un moteur de la violence politique. Cette relation témoigne d'une linéarité entre deux formes de violence spécifique : violence envers les femmes et violence politique sont connectées. La réduction de l'acceptabilité sociale des violences envers les femmes devient un levier pour agir sur la violence politique. En ce sens, de nombreuses études tendent à défendre l'idée selon laquelle violence envers les femmes et instabilité de la société vont de pair.²⁸

4. Le rôle ponctuel et localisé des porteurs de violence

La vulnérabilité d'une localité à la violence politique est étroitement associée à la présence d'acteurs violents lors des échéances électorales. Ceux-ci sont communément appelés des « porteurs de violence » et sont instrumentalisés par des « entrepreneurs de violence » à des fins politiques lors des événements électoraux. La présence de ces acteurs dans une zone participe donc au climat délétère. Néanmoins, les porteurs de violence peuvent se présenter sous différentes formes. Une liste d'acteurs a été soumise aux répondants et il leur a été demandé de signaler dans quelles mesure la présence de ces acteurs lors des événements électoraux étaient associés à des phénomènes de violence politique (le tableau ci-dessous ne faisant apparaître que les acteurs qui ont été majoritairement choisis par les enquêtés). Le niveau de manifestation des porteurs de violence est diversifié en fonction des zones selon les répondants.

28 "Why nations that fail women fail and why foreign policy should pay more heed to half of humanity", Economist, Sept. 2021
https://www.economist.com/leaders/2021/09/11/why-nations-that-fail-women-fail?utm_medium=cpc.adword.pd&utm_source=google&ppccampaignID=18151738051&ppcadID=&utm_campaign=a.22brand_pmax&utm_content=conversion.direct-response.anonymous&gclid=EAIAIQobChMIpr3kk5Wa_wIV949oCR35cA0LEAAAYASAAEgKuXPD_BwE&gclsrc=aw.ds

Tableau 7. Pourcentages liés à la présence de porteurs de violence

Pourcentages de réponses considérant ces acteurs comme « toujours » associés aux phénomènes de violence politique depuis 2018.

| | Total | Bas Sas-sandra | Comoé | Gôh-Djiboua | Lacs | La-gunes | Sa-vanes | Yamous-soukro | Zanzan |
|--|-------|----------------|-------|-------------|-------|----------|----------|---------------|--------|
| Partisans de candidats | 34.1% | 25.1% | 37.0% | 40.9% | 36.7% | 39.0% | 23.7% | 33.9% | 47.9% |
| Individus participant à des activités informelles ou illégales | 15.6% | 14.5% | 5.4% | 19.2% | 17.1% | 18.6% | 10.0% | 11.7% | 29.5% |
| Confréries et initiés (Dozos) | 7.8% | 10.7% | 2.7% | 9.5% | 8.9% | 11.7% | 2.1% | 8.7% | 5.7% |
| Syndicats d'étudiants et élèves | 5.5% | 2.4% | 9.3% | 9.0% | 2.8% | 9.9% | 2.7% | 6.1% | 3.2% |
| Forces de défense et de sécurité (FDS) | 5.4% | 1.4% | 2.4% | 10.8% | 2.8% | 13.9% | 1.8% | 8.3% | 3.7% |
| Groupe d'autodéfense | 3.9% | 2.4% | 2.8% | 3.5% | 3.4% | 8.3% | 3.7% | 2.6% | 3.5% |
| Membres de génération | 2.3% | 1.2% | 0.6% | 2.0% | 1.1% | 6.0% | 2.5% | 2.2% | 2.7% |

Le lien entre ces acteurs et la fragilité structurelle de la communauté est circulaire. D'abord, la présence de ces personnes participe à envenimer la situation parce que celles-ci aggravent les tensions et nuisent à la cohésion sociale. Ensuite, simultanément, leurs capacités d'action se renforcent dans un climat déjà divisé. Une zone *a priori* en proie aux conflits intergroupes est un terreau fertile pour leur développement. Des personnes peuvent y trouver une audience attentive à leur discours et des individus sujets à l'instrumentalisation. Ces candidats à l'action violente sont en général les jeunes des quartiers prêts à mettre leur « science de la rue » au service de l'action politique²⁹. En d'autres termes, les porteurs de violence ont plus de chance de s'épanouir dans des zones vulnérables et leur épanouissement fragilise encore davantage la communauté. La figure suivante permet d'illustrer cette hypothèse : les éléments listés sont les indicateurs qui sont les plus étroitement corrélés avec la présence de ces personnes.

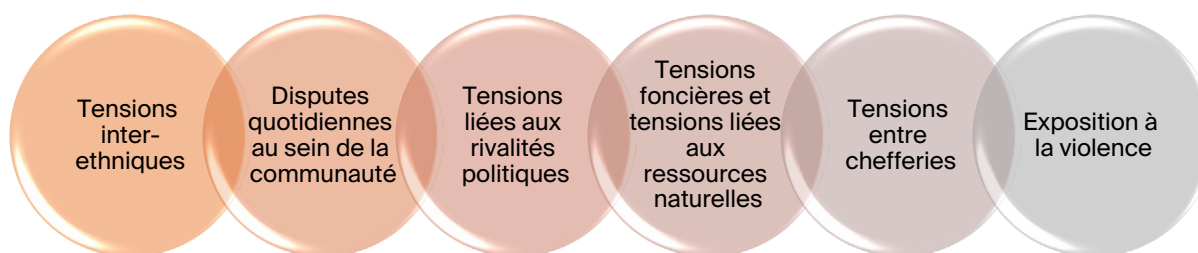


Figure 10. Indicateurs corrélés à la présence de porteurs de violence dans une zone

Il existe un lien systématique entre tensions structurelles et présence de ces acteurs : porteurs de violences et tensions intergroupes s'auto-entretiennent. De fait, **la résolution des litiges (liés au foncier, aux ressources naturelles, aux disputes entre chefferies...)** aurait pour effet de réduire la prévalence des porteurs de violence car ces derniers ne seraient plus en mesure d'avoir accès au vivier sur lequel ils prospèrent. A ce titre, ces acteurs privilégient les jeunes comme cibles susceptibles d'être instrumentalisées et mobilisées à

29 Banégas R., (2011), "Reconstruction "post-conflit" Violence et politique en Côte d'Ivoire", SciencesPo, CERI-CNRS

des fins violentes. Les enquêtes qualitatives ont permis de faire émerger quelques pistes d'explication quant aux capacités de mobilisation de ces personnes :

- La disponibilité de « forces » due à une économie criminelle grandissante
- La violence comme modèle de réussite et moyen de revendication des attentes sociales
- La mobilisation par les leaders politiques dans la production d'actes d'incivismes
- L'engagement radical de certains partisans politiques
- Un discours patriotique et/ou nationaliste promouvant la défense du territoire
- Mutisme des décideurs face aux revendications des jeunes relatifs aux situations conflictuelles.
- Le manque d'opportunités économiques pour les jeunes comme facteur de vulnérabilité : proies faciles pour le recrutement par les entrepreneurs de violence lors des évènements électoraux.
- Le sentiment d'être oublié par les décideurs politiques : sentiment que les actions politiques de développement ne sont pas équitables.

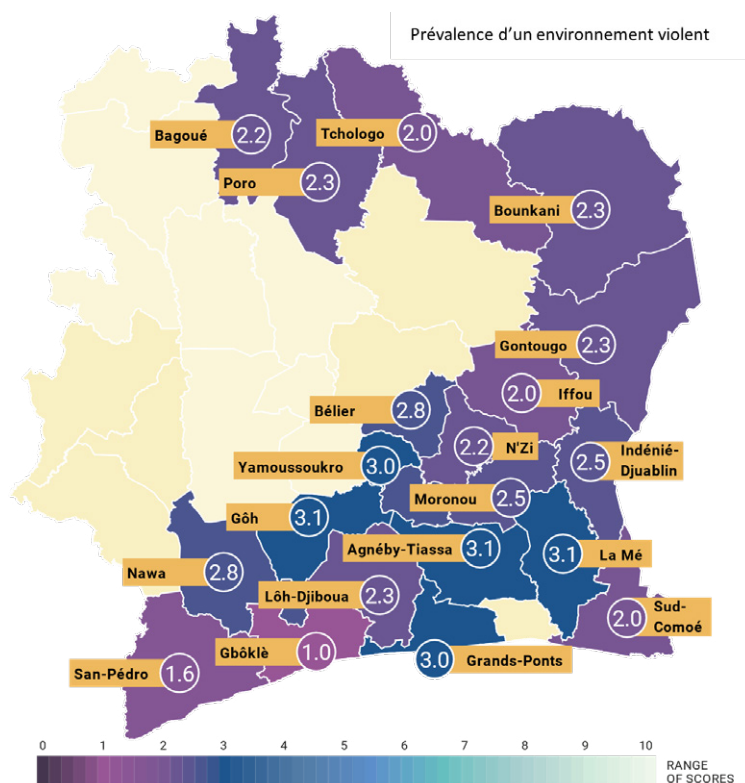


Figure 11. Niveaux de présence de porteurs de violence

Les phénomènes mentionnés dans cette partie sont interdépendants mais néanmoins différenciés. En d'autres termes, certaines zones peuvent avoir de nombreux porteurs de violence dans leur localité (point 4 de la section I de ce chapitre) sans pour autant que les relations intergroupes au quotidien ne soient particulièrement tendues (point 1 de la section I de ce chapitre). Chacun de ces phénomènes est à surveiller et il faut considérer que plus ces dynamiques sont nombreuses, plus la localité sera vulnérable lors des prochains processus électoraux.

Section II. Qu'est-ce qui renforce la vulnérabilité d'une zone ?

Les éléments rapportés plus haut constituent les composants de la vulnérabilité d'une zone. Néanmoins, cet état de vulnérabilité à la violence politique est évolutif : le degré de fragilité n'est pas figé et varie dans le temps en fonction de dynamiques et de phénomènes particuliers. Le modèle prédictif a permis d'identifier les déterminants qui rendent une zone plus fragile, c'est-à-dire des "moteurs de la vulnérabilité structurelle". Lorsque ces derniers augmentent, ils aggravent la vulnérabilité de la zone. Ces moteurs sont les indicateurs qui, dans le modèle (annexe 1), aboutissent à la fragilité structurelle de la communauté (chaîne de causalité matérialisée par une flèche).

1. L'exposition à la violence et à l'insécurité vulnérabilise toujours davantage la communauté.

L'exposition à la violence et les tensions intergroupes sont des phénomènes qui s'auto-entretiennent. Dans un climat de cohésion sociale fragilisée, les actes délinquants appellent à une revanche susceptible de renforcer les fractures entre les individus. Ces problèmes quotidiens de coexistence entre les groupes sociaux constituent alors un terreau fertile pour l'adoption de comportements violents³⁰. **Chaque nouvel acte violent appelle à l'identification de présumés responsables et stimule des dynamiques de revanche. Le climat d'anxiété favorise les logiques de « boucs émissaires » et la responsabilité de certains individus est plus facilement rejetée sur les groupes sociaux auxquels ils appartiennent, participant ainsi à séparer davantage les communautés et à menacer davantage la cohésion sociale.**

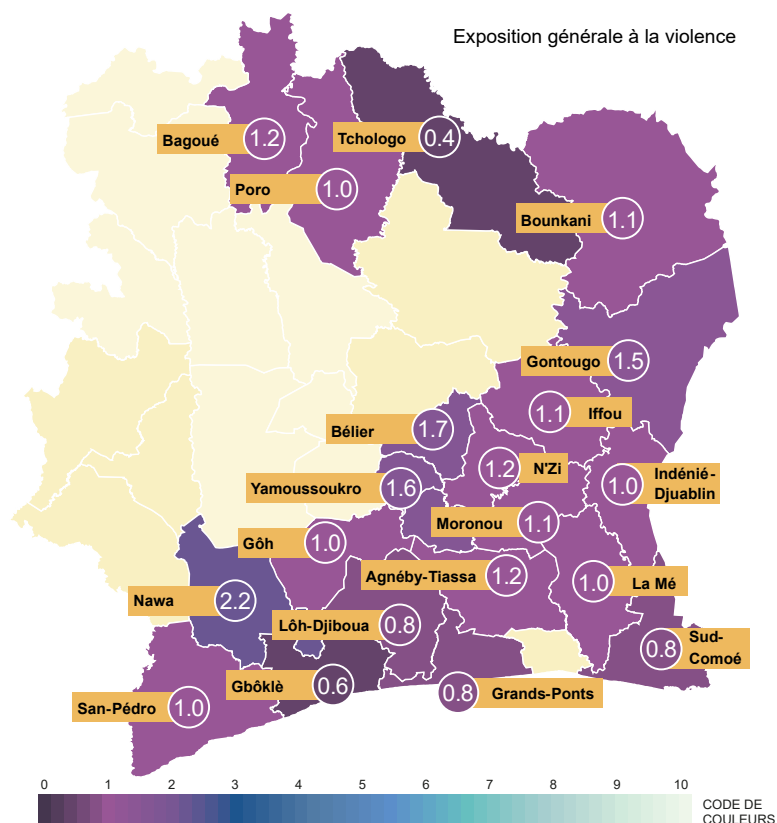


Figure 12. Niveaux d'exposition générale à la violence

30 Michel Galy, (2004), « Côte d'Ivoire : la violence, juste avant la guerre », *Afrique contemporaine*, vol.1 n° 209, pp. 117-139.

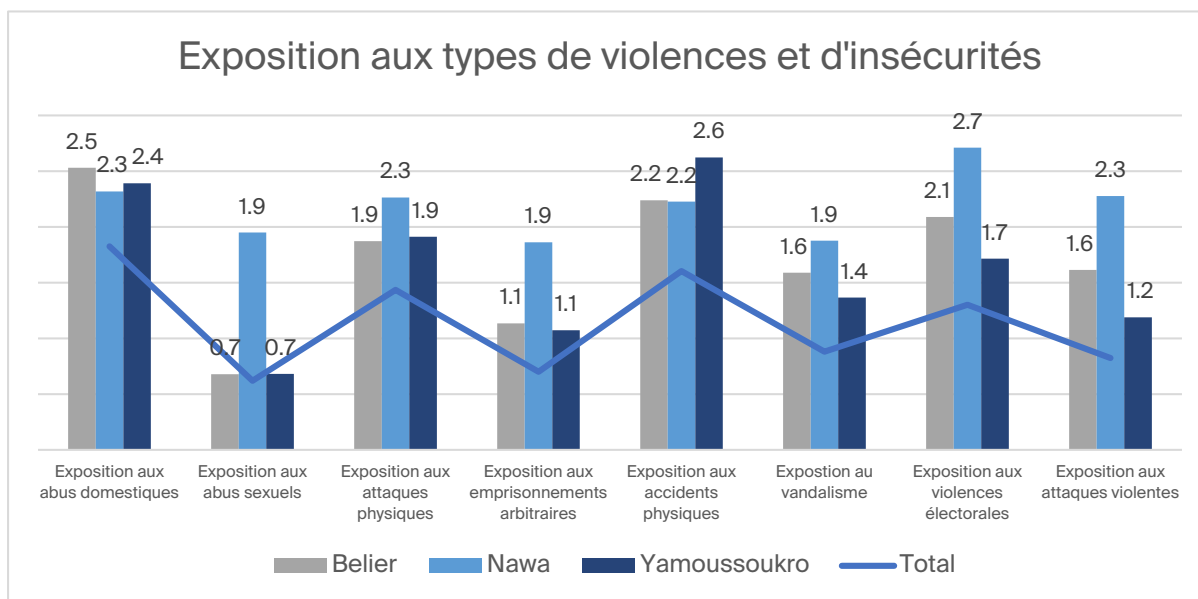


Figure 13. Niveaux d'exposition aux types de violence

L'indicateur « exposition à la violence » contient différentes formes de violence auxquels les répondants ont pu faire face (abus domestiques, abus sexuels, agressions physiques, vols, maison vandalisée...). Les abus domestiques, les attaques physiques et les accidents sont les types de violence les plus récurrents. Les actes liés aux conflits électoraux sont les plus prégnants dans les districts de Bas Sassandra et de Yamoussoukro puisqu'environ une personne sur trois (32%) dans le district de Bas Sassandra et plus d'une personne sur quatre dans le district de Yamoussoukro (28%) dit avoir perdu un proche lors de conflits électoraux. Plus précisément, les répondants des régions de la Nawa (district du Bas Sassandra), de Bélier (district des Lacs) et de Yamoussoukro sont ceux qui rapportent le plus être exposés à la violence.

Dans une même perspective, le risque lié à une attaque de groupes armés non-étatiques radicaux (GANR) est un autre type de violence fragilisant la stabilité de la communauté. **La présence perçue de signaux de l'extrémisme violent associé aux GANR affecte la cohésion sociale en créant chez les populations un climat de méfiance, de suspicion et de stigmatisation. Indirectement, violence extrémiste et violence politique sont liées.** Dès lors que des signes d'extrémisme violents apparaissent dans les localités, certains individus sont jugés suspects et leur communauté d'appartenance se trouve stigmatisée. Ainsi dans certaines régions, la communauté Peulh est suspectée d'être associée aux GANR, ce qui génère des problèmes de cohabitation entre cette communauté et les autres. Par ailleurs, les éléments fragiles des communautés sont exploités (jeunes cibles des groupes et illusion de pouvoir se réaliser socialement) contribuant à perturber les relations intracommunautaires et intergénérationnelles. La suspicion peut également s'exercer sur des groupes professionnels : souvent, les orpailleurs sont suspectés de drainer avec eux une économie criminelle et les GANR affiliés à ces activités.

2. Suspicion de corruption comme syndrome de l'absence d'arbitre.

Le sentiment de corruption est une source de fragilisation du vivre ensemble. Plus la crise de confiance est forte et nourrie par des suspicions de corruption généralisée, plus les populations ont tendance à remettre en cause les processus décisionnels. Surtout ceux en rapport avec les élections. Plus d'un répondant sur deux (53%) considère que les élites politiques peuvent être corrompues pour faire passer des lois qui profitent à ceux qui les paient. Parmi les acteurs mentionnés (agents de santé, juges, autorités administratives, enseignants, police et élites politiques), les agents de police sont le plus souvent corrompus selon la population.

Les comportements de certains agents des forêts peuvent ici illustrer ce phénomène. Dans certaines zones, les populations autochtones ont été déplacées des espaces forestiers classés supposément interdits à tous. Les agents des forêts sont suspectés de fermer les yeux devant l'installation des populations peulhs dans les zones protégées en échange d'argent. Ce type de situation renforce le sentiment de « territoire occupé » illégalement et alimente les jalouseries nuisant à la cohabitation intergroupe.

Plusieurs facteurs émergent des enquêtes qualitatives pour expliquer les suspicions de corruption. D'abord, les autorités administratives peuvent être perçues comme les bras séculiers du parti au pouvoir. Le manque d'efficacité dans la gestion des conflits, la lourdeur administrative et/ou le manque d'impartialité des autorités (suspectées d'affinités avec le régime en place) sont vus par la population comme des signaux de la corruption des institutions. En outre, dans certains contextes, l'appartenance ethnique est considérée comme un facteur de confiance dans l'autorité.

Tableau 8. Pourcentages liés à la corruption perçue

| Dans quelle mesure, pensez-vous que... | Jamais | Rarement | Parfois | Toujours |
|--|--------|----------|---------|------------|
| Les agents de santé s'occupent (mieux) de vous si on leur donne plus d'argent (pot-de-vin) ? | 24% | 17% | 31% | 27% |
| Les enseignants donnent de meilleures notes si on leur donne quelque chose (pot-de-vin) ? | 36% | 21% | 25% | 13% |
| Les autorités et les gens de l'administration réclament quelque chose pour faire leur travail (e.g. documents, certificats, permis...) ? | 27% | 20% | 31% | 19% |
| La police ferme les yeux sur une infraction de la route si on leur donne quelque chose ? | 18% | 14% | 32% | 34% |
| Les juges et les procureurs peuvent être corrompus avec suffisamment d'argent ? | 21% | 17% | 28% | 20% |
| Les élites politiques peuvent être corrompus pour faire passer des lois qui profitent à ceux qui les paient ? | 20% | 17% | 30% | 23% |

La corruption perçue est négativement associée à la confiance dans les institutions, au sentiment de représentativité des autorités, à l'accès aux services et à la crédibilité du processus électoral. Derrière ce phénomène, se cache donc une critique profonde du fonctionnement de l'Etat, une remise en cause de son rôle d'arbitre impartial des conflits, et cette situation installe un état d'incertitude décisionnelle fragilisant la cohésion sociale locale. La perception de la corruption est en ce sens une illustration de la crise de légitimité dont souffre le réseau institutionnel.

Concrètement, trois types de dynamiques peuvent être évoquées permettant d'illustrer comment la corruption perturbe la cohésion sociale. D'abord, celle-ci reflète l'absence d'impartialité des autorités en principe en charge de l'arbitrage des conflits. Ce sentiment révèle la crise de légitimité des acteurs institutionnels jugés peu crédibles pour arbitrer les tensions et stabiliser les rapports sociaux (1). Ensuite, la corruption perçue agit comme un moteur d'incertitude. Parce que les différents domaines de la vie sociale (depuis les enseignants, en passant par les forces de sécurité, l'administration ou encore les élus politiques) sont affectés et les décisions de chacun de ces acteurs susceptibles d'être détournées par n'importe qui (la corruption ne s'établit pas forcément sur les lignes ethniques ou politiques, c'est-à-dire ne se fait pas systématiquement au profit d'un groupe et au détriment d'un autre mais en fonction de l'argent détenu), le phénomène de corruption rend incertains les comportements et illisibles les processus décisionnels (2). Enfin, la suspicion de corruption encourage l'adoption de comporte-

ments en marge des acteurs institutionnels : les individus se détournent de ces acteurs pour solutionner eux-mêmes leurs problèmes et leurs conflits (3). A titre d'exemple, parce que les policiers sont suspectés d'être corrompus, les citoyens peuvent être tentés de recourir à la violence et de ne pas s'appuyer sur les institutions de sécurité et de justice³¹.

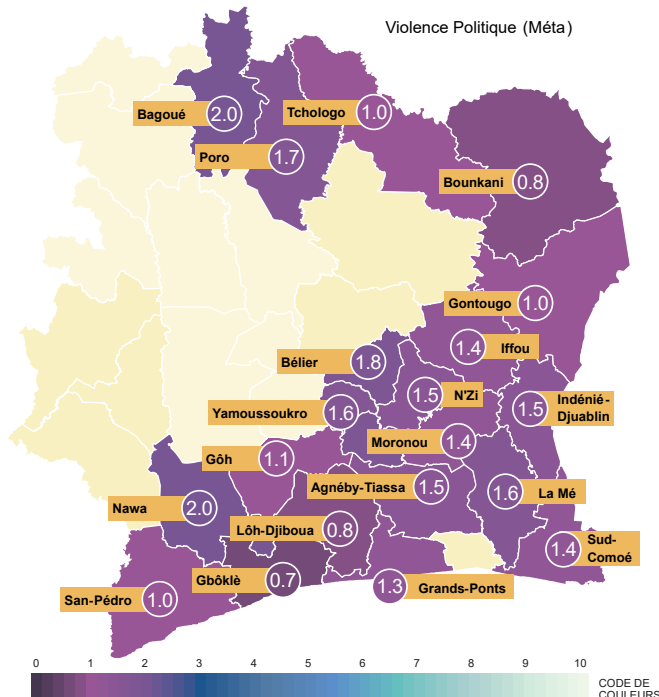
Cette dynamique peut s'avérer très dangereuse car plus le niveau de confiance en l'Etat est faible dans une localité, plus les individus vont se détourner des institutions et avoir tendance à se polariser autour de leurs appartenances et identités. Ce manque de confiance va alors alimenter les tensions de cohabitation intercommunautaire surtout dans les localités caractérisées par une forte compétition socio-économique et politique. Cette dynamique est particulièrement alarmante car le modèle prédictif a permis d'observer que les comportements violents étaient favorisés dans les contextes où se manifestaient une superposition entre l'appartenance politique et les lignes de fractures ethno-communautaires (voir point 3 de la présente section).

Par ailleurs, les phénomènes de marginalisation et de corruption ont pour effets d'entretenir les sentiments d'inégalités et de divisions. Ils renvoient à un **traitement différencié des citoyens** de la part des acteurs institutionnels. Derrière les griefs associés au sentiment de marginalisation et à la perception de corruption se cachent des critiques liées à partialité des institutions. Suspecté d'être inéquitable et potentiellement corrompible, l'arbitrage peine à stabiliser les interactions sociales et à réguler les tensions intergroupes existantes. **Une perception accrue du niveau de corruption au sein de la société sape la cohésion entre les communautés en installant une distance sociale verticale (entre les citoyens et leurs institutions) et horizontale (entre les groupes sociaux eux-mêmes).**

3. Le rôle des hommes : alignement politico-ethnique, polarisation et engagement civique

Dans les localités les plus affectées par la crise de confiance verticale et les tensions horizontales, les scrutins électoraux, et les enjeux de pouvoir qui y sont rattachés, structurent un marché de la violence politique. Jusqu'à présent, les résultats présentés ont particulièrement mis en lumière les conditions structurelles qui configuraient un terrain fécond pour l'adoption de comportements violents lors des événements politiques (partie haute du modèle en annexe 1).

Si en effet certains contextes prédisposent à la violence politique, il n'en reste pas moins que celle-ci est le fait des hommes et résulte d'une décision individuelle de passage à l'acte violent dans un espace précis et à un temps donné³². En s'intéressant aux deux autres « échelles » du modèle (parties centrale et basse), il est alors possible d'envisager



31 Savannah de Tessières, (2016), « Enquête nationale sur les armes légères et de petit calibre en Côte d'Ivoire. Les défis du contrôle des armes et de la lutte contre la violence armée avant la crise post-électorale », Rapport Spécial, Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération et la Circulation Illicite des Armes Légères et de Petit Calibre, Côte d'Ivoire et Small Arms Survey, Institut de hautes études internationales et du développement, UNDP

32 La heatmap ci-contre présente les résultats obtenus pour l'indicateur « Tendance à la Violence Politique ». Plus le score est élevé dans une localité, plus celle-ci compte d'habitants prédisposés à recourir à la violence lors des processus électoraux.

de rendre compte des types de comportements par-delà les conditions structurelles. Ceux-ci répondent à des profils psychosociaux particuliers qui peuvent être déclinés en fonction de trois axes : une attitude quotidienne belliqueuse, une approche ethnocentrée du quotidien et un engagement civique proactif.

Le profil-type du comportement belliqueux

Ce profil traduit une attitude sociale peu apaisée favorisant l'adoption de comportements agressifs envers les autres. Ceux-ci, dits « belliqueux » sont marqués par une série de traits psychosociaux spécifiques : une certaine **inclinaison pour des sentiments en général sources de violence** (sentiment de revanche et de vengeance élevé), un **déficit d'aptitudes nécessaires à la régulation d'interactions conflictuelles** (faible capacité à pardonner, absence d'esprit critique, incapacité à reconnaître ses erreurs) et une **faible tolérance de la diversité sociale** (sentiments négatifs à l'égard des autres groupes sociaux – ethniques, politiques, étrangers...). De plus, ces individus font montre d'une forme de **tolérance à l'égard des discours polarisants** (les individus acceptent la violence entre les candidats et légitiment des discours clivants et radicaux à l'égard de leurs adversaires politiques)³³.

En résumé, ces profils reposent sur des caractéristiques propices à des comportements anti-sociaux et violents. Le répondant dispose de traits individuels qui l'empêchent d'entretenir des relations pacifiques avec les autres. Les qualités individuelles qui doivent encourager des postures favorables au vivre ensemble sont absentes (tolérance de la diversité, tolérance vis-à-vis des inconvenances quotidiennes et acceptation de ses propres erreurs...). Il ne s'agit pas ici de comportements violents orientés par des considérations politiques et/ou idéologiques mais davantage d'une attitude sociale favorisant l'adoption d'attitudes agressives envers les autres.

Une approche ethnocentrée du quotidien

Afin de comprendre comment la question ethnique se trouve « invitée » aux dynamiques de violence politique, il faut d'abord saisir comment celle-ci se traduit dans le quotidien des individus. Une série de questions a permis de déterminer dans quelle mesure les interactions sociales – et notamment les disputes entre individus – étaient appréciées à travers une grille de lecture ethnique. Près d'un répondant sur cinq à tendance à considérer l'identité ethnique de l'autre lorsqu'il se trouve placé devant une situation conflictuelle. Il est à noter que cette attitude est la plus répandue dans les districts des Lacs, de Zanzan et de Yamoussoukro.

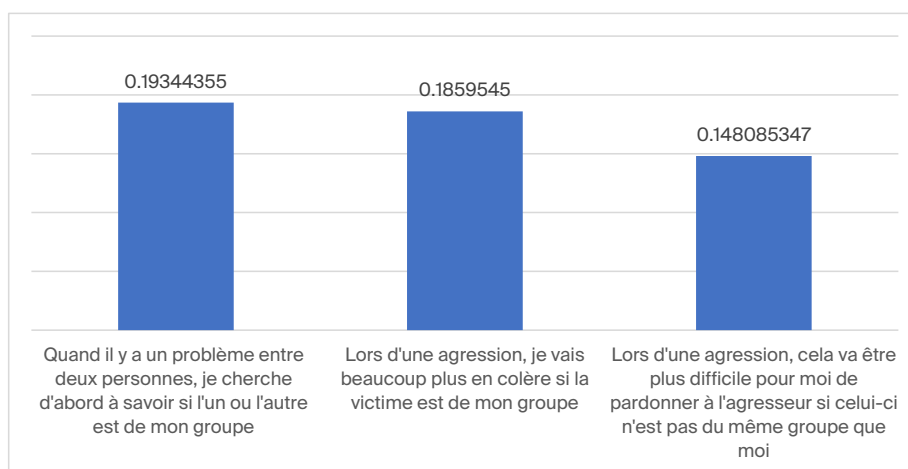


Figure 14. Pourcentages liés à l'approche ethnocentrée du quotidien

33 Louis-Marie KAKDEU, (2013), « L'expression de la violence dans le discours politique ivoirien de 2002 à 2013 », *Argotica*, IIe Année, 2013

Statistiquement, la tendance à entrevoir le quotidien à travers un prisme ethnocentré s'accompagne d'une conception des droits politiques indexée sur les lignes ethniques³⁴. En d'autres termes, les droits politiques (pouvoir voter ou pouvoir candidater) sont pour l'individu strictement liés au territoire d'origine³⁵. Le choix du candidat est avant tout une question de terroir et d'appartenance socioculturelle et il existe une préférence pour une offre politique et un paysage politique strictement alignés sur les groupes ethniques³⁶. Ainsi, alors que le pouvoir économique n'est pas appréhendé à l'aune de l'origine de l'individu (par exemple, 81% des répondants estiment « qu'il est normal que quelqu'un qui n'est pas de la région puisse gagner de l'argent chez nous »), celui de pouvoir voter ou être candidat est davantage lié à la terre d'origine :

- 30% des candidats estiment que « pour être candidat à des élections dans une zone, il faut être fils de la région ».
- 28% estiment que « pour être candidat à des élections dans une zone, il faut y être né et y avoir grandi ».
- Dans les districts des Savanes, Lacs et Zanzan, les niveaux de résistance aux droits politiques des non-originaux de la région sont les plus élevés.

Il ne s'agit pas ici d'affirmer que la majorité des répondants adoptent un critère de catégorisation de l'autre qui est principalement ethnique et qu'ils refusent l'accès au droit de vote aux non-originaux de la région. Il s'agit davantage d'insister sur le fait que le prisme ethnocentré au quotidien, l'indexation des droits politiques sur l'origine de l'individu et la tendance à se montrer davantage agressif envers le membre d'un autre groupe socioculturel vont en général de pair. Ces indications sont en ce sens des signaux à surveiller car ce type de tendance apparaît comme un moteur de la violence politique et une source de fragmentation des communautés.

Des individus vulnérables à la polarisation du champ politique

Pour évoquer la question de la polarisation de l'espace politique en Côte d'Ivoire, il est d'abord indispensable de considérer deux variables contextuelles déterminantes : l'existence d'un lien fort entre identité socioculturelle et affiliation politique³⁷ et la localisation de bastions politiques – des espaces clairement acquis à un camp politique³⁸. **Malgré le fort ancrage socioculturel du choix politique, il existe un clair rejet populaire de la doctrine du tribalisme politique** (seulement 5% des répondants pensent que « chaque groupe ethnique devrait avoir son parti » et 6% considèrent « qu'une personne ne devrait pas soutenir un parti qui n'est pas celui des gens de son ethnie »). En d'autres termes, l'organisation de camps politiques plus ou moins superposés aux lignes ethniques est le résultat d'habitudes socioculturelles et de réflexes contextuels (et ne réclame pas d'être formalisée et institutionnalisée).

Le cœur du modèle permet d'apporter quelques enseignements relativement à cette situation et de penser contextuellement la façon dont se matérialisent les dynamiques de polarisation politique. Celle-ci doit ici être comprise comme une tendance qui pousse les individus à s'éloigner les uns des autres et à former des camps

34 Voir la question de la politisation de l'immigration dans Francis Akindès, « Racines des crises socio-politiques en Côte d'Ivoire et sens de l'histoire »

35 Pour voir la question de la politisation de la question de la nationalité, voir : Alfred Babo, « Les usages politiques de la nationalité et ses risques pour la société ivoirienne » in Babo et al., (2014), *Conditions pour la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire*, ICIP Research, pp 89-109

36 Alfred Babo & Yvan Droz, (2008), « Conflits fonciers. De l'ethnie à la nation Rapports interethniques et « ivoirité » dans le sud-ouest de la Côte-d'Ivoire », *Cahiers d'Études africaines*, XLVIII (4), 192, pp. 741-763.

37 Par exemple, 82% des personnes interrogées votant pour le PDCI sont issues du groupe Akan ou encore respectivement 54% des répondants issus du groupe Gour et 58% issus du groupe Mande votent RHDP.

38 Par exemple, deux répondants sur trois se disent proches du RHDP dans le district de Zanzan ou encore 50% des électeurs du PDCI résident dans le district des Lacs et de Bas Sassandra.

irrécconciliables³⁹. Trois indicateurs principaux entrent en contact pour mener vers la violence politique : (1) les comportements belliqueux, (2) une approche ethnocentrée et (3) la tendance à contester les résultats électoraux en cas de défaite. Ce triangle illustre les piliers sur lesquels peuvent se développer les dynamiques de polarisation – chacune de ces trois composantes se renforçant mutuellement. En s'intéressant aux individus qui présentent ces dispositions, c'est-à-dire qui « s'insèrent » particulièrement bien dans le triangle, il peut être constaté que ces personnes partagent certaines orientations idéologiques communes : elles rejettent la diversité culturelle du pays, soutiennent les discours clivants et choisissent souvent leur candidat politique sur des critères subjectifs et ethnicisés.

Le modèle fait ainsi apparaître que le manque de contact entre les individus issus de groupes sociaux différents renforce ce triangle (il accroît les comportements belliqueux⁴⁰). Même observation pour la tendance à apprécier les interactions sociales et le monde politique à travers une grille de lecture ethnocentrée qui favorise les attitudes comme la contestation des résultats. Par-delà les interactions entre ces trois éléments, des liens de causalité existent entre certains d'entre eux et la fragilité structurelle de la communauté. Donc, la tendance de certains à adopter une posture polarisée n'est pas uniquement logée dans sa posture individuelle (l'approche ethnocentrée du quotidien ou encore des réflexes belliqueux), mais se trouve également influencée par le niveau de cohésion sociale au sein de la communauté. C'est en ce sens qu'il devient possible de **parler d' « habitus socioculturel » pour décrire le cœur du modèle et la tentation polarisante : un ensemble de prédispositions individuelles influencées par l'environnement social et orientant les réactions personnelles lors des évènements politiques.**

Un niveau d'engagement potentiellement disruptif

Enfin, le modèle fait apparaître un troisième faisceau de variables menant à la violence politique. Celles-ci font référence au niveau d'engagement civique de l'individu. Cet ensemble de causalités rend compte d'une hypothèse relativement évidente : la violence politique est perpétrée par des individus civiquement actifs – de fait, les individus passifs, désengagés, auront moins tendance à contester les résultats et à se montrer violents en cas de défaite électorale. Ici, un niveau d'engagement civique élevé illustre la situation d'une personne investie dans la vie de la communauté, faisant preuve d'une culture politique avancée et votant régulièrement lors des différentes élections.

Le lien ne doit toutefois pas être appréhendé comme une causalité systématique, dans le sens où tous les individus engagés civiquement ne vont pas faire preuve de violence. Il laisse entendre que, pour basculer dans la violence, une condition nécessaire est cet engagement de l'individu sur le plan civique. En d'autres termes, ce n'est pas parce que l'individu est civiquement actif qu'il sera violent, mais un individu violent sera d'abord engagé civiquement. La question qu'il faut alors développer consiste à essayer d'appréhender le risque de basculement dans la violence. La décision du recours à l'action violente, bien qu'influencée et renforcée par le contexte, est prise au niveau individuel. Certaines prédispositions propres à une personne peuvent faciliter le comportement violent tandis que d'autres permettent au contraire d'éviter celui-ci. L'analyse de résilience présentée ci-dessous met en lumière certaines caractéristiques relatives à cette question.

39 Marc Le Pape, (2003), « Les politiques d'affrontement en Côte d'Ivoire 1999-2003 », *Afrique contemporaine*, vol. 2 n° 206, pp.29-39.

40 La causalité se comprend comme suit : moins les individus ont des contacts avec des individus issus d'autres groupes sociaux plus ils vont avoir tendance à adopter un comportement belliqueux (voir définition dans II.3).

Des éléments de résilience au niveau individuel

Dans ces contextes caractérisés par une cohésion sociale dégradée, l'action des entrepreneurs de violence a plus de chance de réussir par son accès à un terreau de citoyens engagés civiquement mais fortement polarisés et dont le potentiel de mobilisation peut être détourné à des fins violentes.

Néanmoins, le recours à la violence n'est pas déterminé par les conditions structurelles – en d'autres termes, certains individus placés dans des situations qui pourraient les encourager à se montrer violents parviennent à « résister » à la tentation violente. La mise en œuvre d'une analyse de résilience⁴¹ a permis d'éclairer cette situation et en ce sens de donner quelques pistes de réflexion quant aux leviers de prévention.

Celle-ci a consisté à identifier les caractéristiques des individus qui, malgré leur exposition aux adversités, ne cédaient pas à l'adoption de comportements violents. Les attributs de ces personnes sont des éléments qui constituent leur capacité de résilience car ils « protègent » et « empêchent » le basculement dans la violence dans un contexte qui tendrait à les y encourager.

Le tableau ci-dessous liste les capacités de résilience. Les signes « + » indiquent le poids, ou niveau de force, de chaque élément. Plus il y a de « + », plus la capacité de résilience est élevée. Chacun de ces indicateurs peut donc être considéré comme un levier de prévention permettant de réduire les comportements violents.

Tableau 9. Liste des éléments de résilience

| | | Force de résilience |
|--|---|----------------------------|
| Attributs individuels et psychologiques | Capacité à pardonner | ++++ |
| | Objectivité et reconnaissance des erreurs commises | ++ |
| | Esprit critique | ++ |
| Comportements civiques | Intégrité électorale | ++ |
| | Acceptation des résultats électoraux | + |
| Agents de socialisation | Solidarité intergroupes | ++ |
| | Liens sociaux forts (au sein de la famille et entre voisins) | + |
| Egalité des genres | Soutien à un héritage égal hommes/femmes | + |
| | Soutien à l'égalité des genres | + |

41 La notion de résilience est ici appréhendée comme l'ensemble des capacités qui permettent à des individus de faire face à une série d'adversités et de se montrer plus « efficaces » que d'autres pourtant soumis aux mêmes adversités. (Miller-Lewis et al., 2013), "Resource factors for mental health resilience in early childhood: An analysis with multiple methodologies.", *Child and Adolescent Psychiatry and Mental Health*, Vol 7, Feb 22, Article 6.



3

Vers un baromètre de la violence politique : Cartographie des dynamiques à risque dans chacun des districts

Chapitre III – Vers un baromètre de la violence politique : Cartographie des dynamiques à risque dans chacun des districts

Les phénomènes liés au fonctionnement de la gouvernance évoqués dans le premier chapitre (niveau de sécurité humaine, confiance dans les institutions...), tout comme les dynamiques listées dans le second chapitre (survivance d'éléments conflictogènes, tendance au repli sur soi...) ont été identifiés comme liés à la violence politique par l'analyse prédictive menée sur l'ensemble de l'échantillon. Chacun d'entre eux se manifeste différemment dans chacune des localités. L'objectif de ce chapitre est de proposer une étude plus affinée des dynamiques contextuelles et des moteurs de la violence politique.

En tentant de « passer à la loupe » chacun des districts à travers la grille de lecture proposée par le modèle, Celui-ci fait apparaître six indicateurs moteurs⁴² de la "tendance à la violence politique (fragilité structurelle de la communauté, attitude individuelle belliqueuse, tendance à la contestation électorale, importance de l'ethnicité dans la vie sociopolitique, engagement dans la vie publique et intégrité électorale)⁴³. Il s'agit donc d'une liste à surveiller puisqu'elle permet de définir le degré de dangerosité du district en fonction du niveau de manifestation de chacun de ces phénomènes. Le résultat envisagé consiste à proposer des photographies localisées des situations potentiellement conflictuelles et ainsi établir un **index localisé des conditions de vulnérabilité à la violence électorale**.

La liste des scores obtenus permet de proposer une observation barométrique du niveau de vulnérabilité de la zone à la violence politique. Le tableau ci-dessous propose un codage articulé autour de quatre couleurs. Lorsque le district concerné est visuellement rouge, la localité cumule des niveaux critiques pour de nombreux indicateurs clés.

Tableau 10. Liste des scores par district des indicateurs moteurs de la violence politique⁴⁴

| | Total | Bas Sassandra | Comœ | Gôh-Djiboua | Lacs | Lagunes | Savanes | Yamoussoukro | Zanzan |
|--|-------|---------------|------|-------------|------|---------|---------|--------------|--------|
| Fragilités structurelles au sein de la communauté* | 2.1 | 2.1 | 1.7 | 2 | 2.4 | 2.5 | 2.2 | 2.5 | 1.9 |
| Tensions au sein de la communauté | 3.1 | 3.1 | 2.9 | 3.2 | 3 | 3.7 | 2.9 | 3.3 | 2.4 |
| Condamnation de l'entraide intergroupes* | 2.1 | 2.5 | 1.2 | 1.6 | 1.6 | 2.5 | 2.8 | 2.5 | 2.3 |
| Absence de solidarité intergroupes | 2.9 | 3.1 | 3.4 | 2.7 | 3.1 | 3 | 2.6 | 3 | 2.7 |

42 Ceux qui influencent directement le phénomène de TVP et dont le lien est matérialisé par une flèche.

43 Dans le tableau suivant, ces 6 indicateurs sont mentionnés mais il faut noter que l'indicateur fragilité structurelle de la communauté fait l'objet d'un traitement spécial car y apparaissent également le score de chacun de ses composants.

44 Une désagrégation de ces indicateurs à l'échelle des régions pourraient également être disponible et permettrait d'améliorer la granularité de l'approche barométrique.

| | Total | Bas Sassandra | Comoé | Gôh-Djiboua | Lacs | Lagunes | Savanes | Yamoussoukro | Zanzan |
|---|-------|------------------|-------|-------------|------|---------|---------|--------------|--------|
| Tensions liées aux ressources naturelles et au foncier* | 4.6 | 4.2 | 2.8 | 4.9 | 4.9 | 5.6 | 4.5 | 4.4 | 5.4 |
| Tensions liées aux rivalités politiques* | 4.8 | 4.5 | 4.1 | 5 | 5 | 5.9 | 4.5 | 5.1 | 5 |
| Tensions intergroupes* | 2.6 | 2.5 | 1.8 | 2.3 | 2.9 | 3.9 | 2 | 3.2 | 2.2 |
| Tensions liées aux chefferies* | 2.1 | 2.2 | 0.7 | 2.4 | 2.2 | 3.1 | 2.1 | 2.7 | 1.4 |
| Tensions liées à des menaces externes* | 1.6 | 1.8 | 0.7 | 0.8 | 1.9 | 2.2 | 1.8 | 2.6 | 1.1 |
| Autres groupes ethniques perçus comme une menace sociale* | 0.7 | 0.5 | 0.5 | 0.6 | 1.3 | 0.8 | 0.7 | 1.6 | 0.3 |
| Autres groupes politique perçus comme une menace sociale* | 0.9 | 0.6 | 0.9 | 0.5 | 1.5 | 0.8 | 1.2 | 1.5 | 0.4 |
| Autres groupes religieux perçus comme une menace sociale* | 0.5 | 0.4 | 0.5 | 0.3 | 0.9 | 0.6 | 0.2 | 0.8 | 0.2 |
| Etrangers perçus comme une menace sociale* | 1.8 | 1.7 | 2.1 | 1.7 | 2.4 | 1.4 | 2.1 | 2.3 | 0.7 |
| Environnement violent (présence des porteurs de violence) * | 2.4 | 2 | 2.2 | 2.7 | 2.4 | 3.1 | 2.2 | 3 | 2.3 |
| Soutien aux VBSG* | 1 | 0.9 | 0.9 | 0.7 | 1.7 | 0.9 | 1 | 1.2 | 1.2 |
| Absence de soutien à l'égalité de genre | 1.1 | 1.1 | 1.1 | 0.7 | 1.2 | 1.1 | 1.1 | 1.4 | 1.6 |
| Absence de soutien à un héritage équilibré entre les genres | 2.2 | 2.4 | 1.7 | 1.8 | 2.8 | 2.1 | 3.1 | 2.3 | 1.1 |
| Polarisation politique | 2.4 | 2.2 | 2.6 | 2.3 | 2.6 | 2.4 | 2.5 | 2.8 | 2.3 |
| Importance de l'ethnicité dans la vie sociopolitique* | 2.6 | 2.5 | 2.4 | 2.1 | 2.8 | 2.5 | 3 | 2.6 | 2.8 |
| Tendance individuelle belliqueuse* | 1.7 | 1.5 | 2.1 | 1.5 | 1.9 | 1.7 | 1.6 | 2.3 | 1.3 |
| Niveau d'engagement dans la vie publique* | 4.2 | 4.3 | 4.8 | 4 | 4.3 | 4.1 | 4.2 | 4.4 | 3.8 |
| Tendance à la contestation électorale | 1.4 | 1.4 | 1.5 | 1.2 | 1.3 | 1.3 | 1.4 | 2 | 1.1 |
| Intégrité électorale | 7.1 | 7.2 | 7.5 | 7.2 | 6.6 | 7.4 | 6.5 | 6.8 | 7.6 |

1. Le district de Yamoussoukro : un espace propice à la contestation des résultats électoraux

A l'inverse de la plupart des districts ivoiriens comprenant des régions, le district autonome de Yamoussoukro situé au centre du pays est composé essentiellement de deux départements respectifs, Attiegouakro et Yamoussoukro. Selon les données du Recensement général de la population et de l'habitat (2014), sa population est estimée à 355 573 habitants¹, principalement concentrée dans et autour de l'agglomération de la capitale.

Trois phénomènes sont à surveiller dans le district de Yamoussoukro :

1. Il existe une importante « tendance à la contestation électorale ». Plus qu'ailleurs, les citoyens de Yamoussoukro auraient du mal à accepter la défaite électorale. En effet, 10% de la population refuseraient de se plier aux résultats et auraient tendance à considérer le gagnant comme illégitime (contre 5% des répondants en moyenne) et 3% participeraient à des protestations violentes pour remettre en cause le verdict (contre 1,6% en moyenne). En d'autres termes, il y a en moyenne deux fois plus de répondants susceptibles de contester l'élection en cas de défaite à Yamoussoukro qu'ailleurs.

*« Dans la ville natale du feu Houphouët Boigny, je ne peux pas accepter que le représentant du RDR soit maire à Yamoussoukro. On préfère quelqu'un qui ne fait rien que quelqu'un qui n'est pas de même ethnie que nous ».*⁴⁵

2. Un autre phénomène est à surveiller dans ce district : la « tendance individuelle conflictuelle » (ou comportement belliqueux). Celle-ci est particulièrement cruciale car elle joue le rôle de nœud dans la structuration de la TVP et assure l'articulation entre le manque de cohésion sociale dans une localité et le développement de comportements individuels propices à la polarisation et à la radicalisation.

3. En termes de dynamiques contextuelles favorisant une fragilisation du contexte de ce district, l'analyse a révélé l'existence d'une faiblesse de la confiance dans les institutions : phénomène potentiellement disruptif pour la stabilité des interactions entre les groupes sociaux du district.

2. Le district des Lacs : des attitudes de repli communautaire

Le district autonome des Lacs est situé au centre-est de la Côte d'Ivoire, avec une population estimée à plus de 1 258 604 habitants. Il comprend trois grandes régions du Nzi, du Bélier et de l'Iffou. Plusieurs phénomènes rendent ce district vulnérable :

1. La tendance à légitimer le recours à la violence y est plus élevée qu'ailleurs : près d'un répondant sur cinq (19%) pense que « l'utilisation de la violence est parfois nécessaire lorsque les décideurs politiques ne peuvent pas régler les problèmes de la société ».
2. Le district des Lacs révèle particulièrement des niveaux préoccupants de fragilité structurelle de la communauté et d'importance de l'ethnicité dans la vie sociopolitique. C'est d'ailleurs dans ce territoire que la méfiance à l'égard des autres groupes sociaux et les attitudes de repli sur le groupe d'appartenance sont les plus élevées. Cette combinaison d'indicateurs illustre l'existence d'un manque d'harmonie dans la coexistence des groupes sociaux. A cette situation s'ajoute une forte tolérance aux débats électoraux radicaux, autant de variables qui structurent un contexte particulièrement inflammable pour les prochaines élections.

⁴⁵ Atelier de restitution-validation Yamoussoukro, district des Yamoussoukro, mardi, 28 mars 2023

3. Le niveau perçu de corruption est également très élevé dans ce district rendant toujours plus périlleux les actions d'arbitrage des institutions en cas de disputes et de conflits entre groupes sociaux.
4. En plus des données statistiques qui font des districts des Lacs et de Yamoussoukro des zones sensibles, les éléments du contexte font remarquer l'émergence d'un phénomène qui est la communautarisation de la violence juvénile⁴⁶.

3. Le district des Lagunes : des objets de disputes et des tensions intergroupes vivaces.

Le district des Lagunes est composé respectivement des régions de l'Agneby-Tiassa, de la Mé, des Grands ponts. Sa population est estimée à 1 478 047 habitants (RGPH 2014). Plusieurs phénomènes doivent être observés dans ce district.

1. Le plus préoccupant est l'existence de nombreux objets de disputes (autour des objets fonciers, ressources, naturelles, tensions liées aux chefferies, rivalités politiques...). Cette situation est d'autant plus alarmante qu'il semblerait y avoir une superposition entre tensions ethniques et tensions politiques (notamment dans le département d'Agneby-Tiassa). Dans le district des Lagunes, trois habitants sur cinq considèrent que les tensions ethniques sont sources de violence dans leur localité. Ils sont deux sur trois à considérer que les tensions politiques le sont.
2. Comme vu précédemment, la survivance de tensions intergroupes et de contentieux non-résolus s'accompagne en général d'une forte présence des porteurs de violence.
3. Enfin, les répondants du district des Lagunes ont, plus qu'ailleurs, tendance à accepter les discours polarisants de la part des hommes politiques. Au total, 10% des répondants considèrent que les calomnies entre candidats sont acceptables (contre 4% en moyenne) et 8% jugent acceptables les insultes entre candidats (contre 5% en moyenne).
4. Compte-tenu des phénomènes évoqués plus haut, il n'est pas surprenant d'observer des niveaux élevés d'engagement potentiel dans la violence post-électorale : 6,5% des répondants disent être prêts à manifester violemment (contre 2,7% en moyenne) et 3,9% disent être prêts à rejoindre un groupe armé (contre 1,7% en moyenne)

4. Le district du Bas-Sassandra : un manque d'accès aux fruits de la gouvernance

Le district du Bas-Sassandra situé au sud-ouest de la Côte d'Ivoire avec une population totale estimée à près de 2,3 millions d'habitants en 2014 RGPH (2014) regroupe les régions Gbôklè, Nawa et San Pédro. Les indicateurs à observer sont davantage liés à la sécurité humaine et à l'accès aux services de la gouvernance.

1. Près de 70% des citoyens de Bas-Sassandra craignent pour leur sécurité physique. C'est d'ailleurs dans ce district que les niveaux les plus élevés d'exposition à la violence ont été identifiés (en deuxième position après le district de Yamoussoukro).

⁴⁶ Il doit être noté qu'il existe dans ces districts des infrastructures de paix et de cohésion sociale représentatives et actives qui travaillent pour prévenir les violences politiques. Par ailleurs, les autorités administratives et coutumières ont formulé une demande sociale et manifesté la volonté d'accompagner le processus.

2. A cette situation, s'ajoute l'existence de dynamiques économiques non-accompagnées par une offre conséquente des services essentiels. C'est à Basassandra (et dans le district de Zanzan) que l'accès aux services basiques semble le moins pourvu. Ici, plus d'un répondant sur trois (35%) dit ne pas du tout avoir accès à l'eau potable et plus d'un sur deux dit ne pas avoir accès du tout aux services communaux sanitaires (56%).
3. Probablement pour les raisons citées plus haut, c'est-à-dire le manque d'accès aux services basiques et le manque de sécurité physique, les citoyens dénoncent dans ce district le fort manque de représentativité au sein des autorités locales (score de 2,9 sur 10).

5. Le district de la Comoé : un sentiment de méfiance à l'égard des institutions en place

Le district de la Comoé situé à l'est de la Côte d'Ivoire couvre l'espace territorial composé de la région de l'Indénié-Djuablin et de la région du Sud-Comoé. La population totale est estimée à 1 203 052 d'habitants en 2014 (RGPH 2014). Ce district est particulièrement marqué par la critique des autorités en place.

1. Les résultats montrent que le niveau de confiance dans les institutions décroît auprès de ceux qui se disent proches du parti au pouvoir. Le district le plus significatif est celui de la Comoé : 47% des répondants expriment cette défiance. Cette méfiance se manifeste également à travers la suspicion de corruption : plus de la moitié des répondants (53%) pensent que les élites politiques sont corrompibles et 31% pensent que les agents de police sont le plus souvent corrompus.
2. Par ailleurs, les plus faibles niveaux de contacts intergroupes sont observés dans ce district : les habitants de la Comoé ont peu de relations avec des individus issus d'autres groupes sociaux (ethnique, politique et/ou religieux). Ce phénomène pourrait éventuellement être inquiétant dans la mesure où l'analyse prédictive montre que l'accroissement des contacts intergroupes permet de réduire les comportements belliqueux.

6. Le district de Gôh-Djiboua : un manque de sécurité physique et politique

Le district du Gôh-Djiboua est situé au centre ouest de la Côte d'Ivoire. Selon le RGPH (2014), la population totale est estimée à 1 605 286 d'habitants en 2014, soit 7 % de la population nationale. Le district regroupe les régions Gôh et Lôh-Djiboua. Les répondants se sentent peu en sécurité et ont particulièrement l'impression de ne pas pouvoir exercer leurs droits politiques.

Ainsi, plus d'une personne sur cinq estime ne pas avoir la capacité d'exprimer librement son choix et son opinion politiques et 23% des répondants remettent en cause la réalité du pluralisme politique en affirmant qu'ils n'ont pas la possibilité d'être confrontés à différents partis politiques.

7. Le district des Savanes : l'ethnicité au cœur de la vie socio-politique

Le district des Savanes est situé au nord de la Côte d'Ivoire avec une population estimée à 1 607 497 habitants en 2012. Plusieurs phénomènes peuvent participer à la structuration de comportements violents dans ce territoire.

1. C'est dans ce district que l'importance accordée à l'ethnicité dans la vie sociopolitique est la plus importante. Cette dynamique est préoccupante car elle est au cœur des enchaînements causaux potentiels

menant à la violence politique. Plus qu'ailleurs, les citoyens de Savanes ont tendance à appréhender les interactions sociales à travers une grille de lecture ethnicisée. Comme vu précédemment, cette attitude s'accompagne ici d'une indexation des droits politiques (droit de vote et droit à la candidature) à l'origine de l'individu. En d'autres termes, les habitants de Savanes ont plus qu'ailleurs tendance à remettre en cause les droits politiques des citoyens non originaires de la région.

2. L'exposition aux risques liés à l'extrémisme violent est plus importante qu'ailleurs et participe à fragiliser la cohésion sociale. Au total, 70% des répondants des Savanes considèrent que leur localité est une cible potentielle pour les groupes armés.
3. Une autre inclinaison potentiellement disruptive est la tendance à baser son soutien sur les caractéristiques individuelles du candidat. En d'autres termes, lorsque les électeurs ne fondent pas leur décision sur des critères « objectifs » (de type : programme proposé, résultats obtenus...) mais plutôt sur une appréciation subjective (« il a l'air bien », « il a du charisme » ...), cette situation générale renforce la perception ethnocentrée de la vie sociopolitique.

8. Le district du Zanzan : des niveaux de sécurité humaine alarmants

Le district de Zanzan situé au nord-est du pays est frontalier des Républiques du Ghana (à l'est) et du Burkina Faso (au nord) avec une population estimée à presque 934 352 habitants (RGPH 2014). Cette région est particulièrement marquée par des niveaux de sécurité économique et alimentaire extrêmement faibles.

1. Près de trois répondants sur cinq estiment qu'ils n'ont pas un revenu stable et suffisant pour satisfaire leurs besoins élémentaires. Au total, 40% des répondants affirment qu'ils ne sont pas capables de fournir assez de nourriture à tous les membres du ménage et un répondant sur quatre considère qu'il n'a pas assez d'argent pour acheter à manger.
2. En termes de services sociaux de base, l'accès est jugé limité par les répondants, faisant de ce district l'un des moins bien dotés (62% des répondants estiment ne pas du tout avoir accès aux services communaux sanitaires pour les services d'hygiène et 43 % des affirment ne pas avoir du tout accès à l'eau potable). Une telle situation pourrait servir d'incubateur pour des phénomènes liés à l'insécurité et au terrorisme.
3. En effet, le district du Zanzan affiche des scores nettement élevés pour l'exposition à la violence et les risques liés à l'extrémisme violent. Les répondants considèrent à 74% qu'une attaque par les GANR peut ou va arriver.



4

Propositions de recommandations

Chapitre IV - Propositions de recommandations

L'analyse SCORE et l'approche RAP menée ont permis de mettre en lumière une série d'indicateurs qui améliorent la compréhension des dynamiques de violence politique. Les recommandations suivantes sont directement inspirées des résultats statistiques et contextuels de l'analyse. Elles s'organisent autour de quatre thématiques clés susceptibles de réduire le développement de comportements électoraux violents : la sécurité humaine, l'engagement civique, le fonctionnement institutionnel et la cohésion sociale. Celles-ci s'inscrivent directement dans le cadre de l'analyse développée en annexe 2 et sont celles par rapport auxquelles des efforts doivent être opérés.

D'abord, à l'intention des partenaires techniques et financiers (PTF), il apparaît essentiel de développer des conditions de suivi régulier des contextes locaux. A cette fin, le développement d'**outils barométriques ou de mécanismes d'alerte précoce (« Early warning »)** doit constituer une priorité indispensable. La spécificité des tensions relatives à chacun des contextes et la volatilité des situations exigent la mise en place d'outils de suivi susceptibles de rendre compte régulièrement et de manière intuitive des tendances locales à la veille de chacune des élections. En ce sens, l'analyse suggérée dans le chapitre trois permet de dresser les premières bases d'un tel type de mécanisme. A partir de la standardisation d'une série de paramètres comme potentiellement porteurs et annonciateurs de violence politique considérés (parce que validés statistiquement), il deviendrait possible de mesurer ces indicateurs de manière fréquente et systématique. Le résultat envisagé consisterait à proposer des photographies localisées des situations potentiellement conflictuelles à l'intention des décideurs politiques et des acteurs institutionnels œuvrant à la pacification des périodes électorales. L'objectif est d'établir un **index localisé des conditions structurelles de vulnérabilité à la violence électorale**. Ces outils pourraient être envisagés dans une perspective de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (SERA ou « MEAL ») et ainsi être utilisés pour assurer un suivi dans le temps de l'évolution des situations locales.

Volet securite humaine

Agir sur le développement économique pour renforcer la paix entre les groupes sociaux (nexus « paix-développement »)

Thématiques

1. Organiser les conditions d'un développement économique local soutenable

Actions :

- Favoriser un climat propice à l'installation des entreprises nationales et internationales dans la région pour réduire le chômage des jeunes.
- Développer des instruments d'appui technique et financiers pour des projets de réinsertion économiques en faveur des jeunes et des femmes.
- Impliquer les autorités préfectorales dans la réalisation des projets socio-économiques.

2. Mise en place de politiques de réduction des inégalités socio-économiques

Actions :

- Garantir un accès équitable aux opportunités socio-économiques à tous les citoyens sans distinction ethnique, religieuse et politique.
- Appuyer les initiatives d'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle (priorité sur les jeunes).
- Actions économiques auprès des populations vulnérables par la réduction du coût de la vie.

Justification statistique

L'insécurité économique est associée aux autres dimensions de la sécurité humaine (insécurité physique, politique...) et favorise la structuration d'un contexte de méfiance à l'égard de l'Etat et un sentiment critique envers ses institutions.

La situation d'insécurité économique et alimentaire cumulée au sentiment de marginalisation participe à la création de conditions favorables à l'adoption de comportements politiques violents.

Prendre en charge la question de la sécurité physique

Thématiques

| | | |
|---|--|---|
| <p>1. Renforcement du sentiment de sécurité des personnes</p> <p><i>Actions :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> → Amélioration des dispositifs facilitant le travail des forces de sécurité : éclairage public dans les quartiers, caméras de surveillance... → Amélioration des capacités opérationnelles des forces de sécurité : augmentation du nombre de commissariats, de l'effectif des agents des forces de l'ordre, amélioration des capacités techniques, matérielles et professionnelles. → Renforcer le dispositif sécuritaire dans les zones frontalières à travers le déploiement des Forces de défense et de sécurité afin de rassurer les populations. | <p>2. Renforcement du lien de confiance entre les acteurs de la sécurité et les populations locales</p> <p><i>Actions :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> → Mise en place de mécanismes de contrôle et de procédures renforçant la transparence des actions des FDS afin de réduire les suspicions de corruption et les soupçons d'impunité. → Renforcement de la police de proximité et police de quartier afin de rapprocher les actions des FDS de la population et de lutter contre le sentiment d'insécurité locale. → Redynamisation des comités civilo-militaires et renforcement de leurs capacités opérationnelles en termes de moyens matériels et financiers et d'approche d'intervention. | <p>3. Mettre en place des actions de lutte contre les insécurités "quotidiennes"</p> <p><i>Actions :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> → Rendre effective la lutte contre le racket et les tracasseries routières. → Renforcer les cellules de lutte contre la consommation et la vente des stupéfiants pour plus d'efficacité. |
|---|--|---|

Justification statistique

L'absence de sécurité physique (sécurité politique, alimentaire...) est associée au sentiment de corruption et de méfiance à l'égard des institutions. L'insécurité physique prédispose les individus à la critique de l'Etat et fragilise la cohésion sociale.

Le manque de confiance et la suspicion de corruption à l'égard des autorités (notamment à l'égard des FDS) est un moteur de ce problème.

L'existence d'un climat de violence et d'actes d'insécurité quotidiens fragilisent le vivre ensemble et encouragent la présence des porteurs de violence.

La situation d'insécurité économique et alimentaire cumulée au sentiment de marginalisation participe à la création de conditions favorables à l'adoption de comportements politiques violents.

Volet civique

Promotion d'une culture politique informée et d'un engagement civique constructif

Thématiques

| | | |
|--|--|---|
| <p>1. Promouvoir l'éducation politique et civique des populations</p> <p><i>Actions :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> → Conférences et ateliers de formations auprès des électeurs au respect des valeurs démocratiques et républicaines. → Travail d'information : vulgariser ou rendre accessible les données relatives au fonctionnement des institutions (notamment le processus électoral. Efforts de mise à disposition auprès de toutes les populations : informations dans les langues maternelles, à travers les radios locales, les réseaux sociaux etc.). | <p>2. 2. Promouvoir un engagement civique constructif en s'appuyant sur les organisations de la société civile</p> <p><i>Actions :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> → Susciter la mise en place de cadres de collaboration ou redynamiser les infrastructures de paix locales existantes en des instruments locaux de gouvernance basés sur l'engagement citoyen avec des mandats. → Etat des lieux des ONG locales reconnues et dotation de moyens pour travailler au rapprochement des communautés. | <p>2. Observatoire des discours radicaux et polarisation</p> <p><i>Actions :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> → Mise en place d'un Observatoire des discours radicaux aux fonctions multiples : condamnation des discours violents, formations à l'esprit critique... → Formations à l'endroit des partis politiques et des populations sur le fair-play démocratique. |
|--|--|---|

Justification statistique

Les soupçons de corruption (pas forcément justifiés) mènent à la violence politique et l'accès aux sources d'informations informelles est corrélé aux comportements violents. (Thématiques 1 & 2).

L'engagement civique, s'il n'est pas canalisé, est un moteur de la violence politique. Recours aux organisations de la société civile pour éviter que l'engagement civique de certains citoyens ne bascule dans la violence. (Thématiques 1 & 2).

Le soutien aux discours civiques constitue une caractéristique des comportements particulièrement propices à la violence lors des périodes électorales. (Thématique 3).

Promotion de la cohésion sociale et du vivre ensemble

Thématiques

| Thématiques | | 3. Réguler les objets de tensions locaux et les conflits "périphériques" (non liés aux rivalités politiques per se) | 3. Renforcer des mécanismes de cohésion sociale par le bas |
|---|---|---|--|
| <p>1. Lutter contre le repli communautaire</p> <p><u>Actions :</u></p> <p>Institutionnaliser (au niveau du Ministère de la réconciliation et de la cohésion nationale) une stratégie ancrée sur les principes du vivre ensemble (responsabilité, justice, partenariats...).</p> <p>Inscrire dans les manuels scolaires l'utilité des alliances à plaisanterie afin d'inculquer dès le bas âge la culture du pardon.</p> <p>Encourager, accompagner et valoriser les différentes initiatives de rapprochements/médiations communautaires à travers la diffusion de messages de paix et de réconciliation par les autorités locales.</p> <p>Vulgariser les us et coutumes à travers des sessions de formation et des activités communautaires afin de valoriser d'une part les pratiques locales et éviter les multiples crises de chefferies dans les localités d'autre part.</p> | <p>2. Développer des politiques de réconciliation localisées et inclusives</p> <p><u>Actions :</u></p> <p>Développer des modalités de thérapie à l'intention des victimes des conflits passés.</p> <p>Espaces d'extériorisation et de partage des expériences et traumatismes passés.</p> <p>Mise en place de comités d'écoute et d'échanges.</p> <p>Mise en œuvre par les institutions étatiques et prise en charge par des structures ou organisations de paix.</p> <p>Politique équitable et transparente de dédommagement des victimes (sans distinction d'opinion politique, ethnique et religieuse).</p> | <p>3. Réguler les objets de tensions locaux et les conflits "périphériques" (non liés aux rivalités politiques per se)</p> <p><u>Actions :</u></p> <p>Mise en place de mécanismes de réconciliation dépassant les conflits liés aux rivalités politiques passées.</p> <p>Etat des lieux des conflits en cours et litiges non-résolus.</p> <p>Penser localement des systèmes de résolutions des conflits et l'organisation de modalités d'arbitrage collectif.</p> <p>Promouvoir la formation des communautés sur les questions relatives aux lois et règlements fonciers dans les localités par des spécialistes.</p> <p>Créer des centres d'écoute et d'information pour une meilleure vulgarisation de la loi sur le foncier.</p> <p>Favoriser une synergie d'action entre autorités coutumières et structures techniques.</p> | <p>3. Renforcer des mécanismes de cohésion sociale par le bas</p> <p><u>Actions :</u></p> <p>Faciliter des sessions de dialogue et de concertation au niveau local avec les leaders de partis politiques rivaux.</p> <p>Implication et renforcement des capacités opérationnelles des chefs de village, de même que de la chambre des rois et chefs traditionnels dans la prévention et la gestion des crises de chefferies et autres conflits locaux et la prévention des violences.</p> <p>Mener une profonde réflexion sur les procédures de choix des chefs de villages (mode de dévolution du pouvoir).</p> <p>Instaurer entre les pouvoirs publics locaux et la population un cadre d'échange permanent afin de partager les défis et opportunités susceptibles d'alimenter ou de contribuer à réduire les tensions politiques et communautaires.</p> |

Justification statistique

Le sentiment de menace à l'égard de l'Autre et la tendance à la méfiance envers les autres groupes sociaux constituent des signaux de la fragilité de la cohésion sociale au sein des localités et en ce sens favorisent les comportements violents.

L'existence de conflits non réglés est un frein au développement du vivre ensemble entre les groupes sociaux.

Les autorités traditionnelles et acteurs locaux bénéficient d'un niveau de confiance élevé. La restauration du lien social par leur entremise constitue une fenêtre d'opportunité.

Thématiques

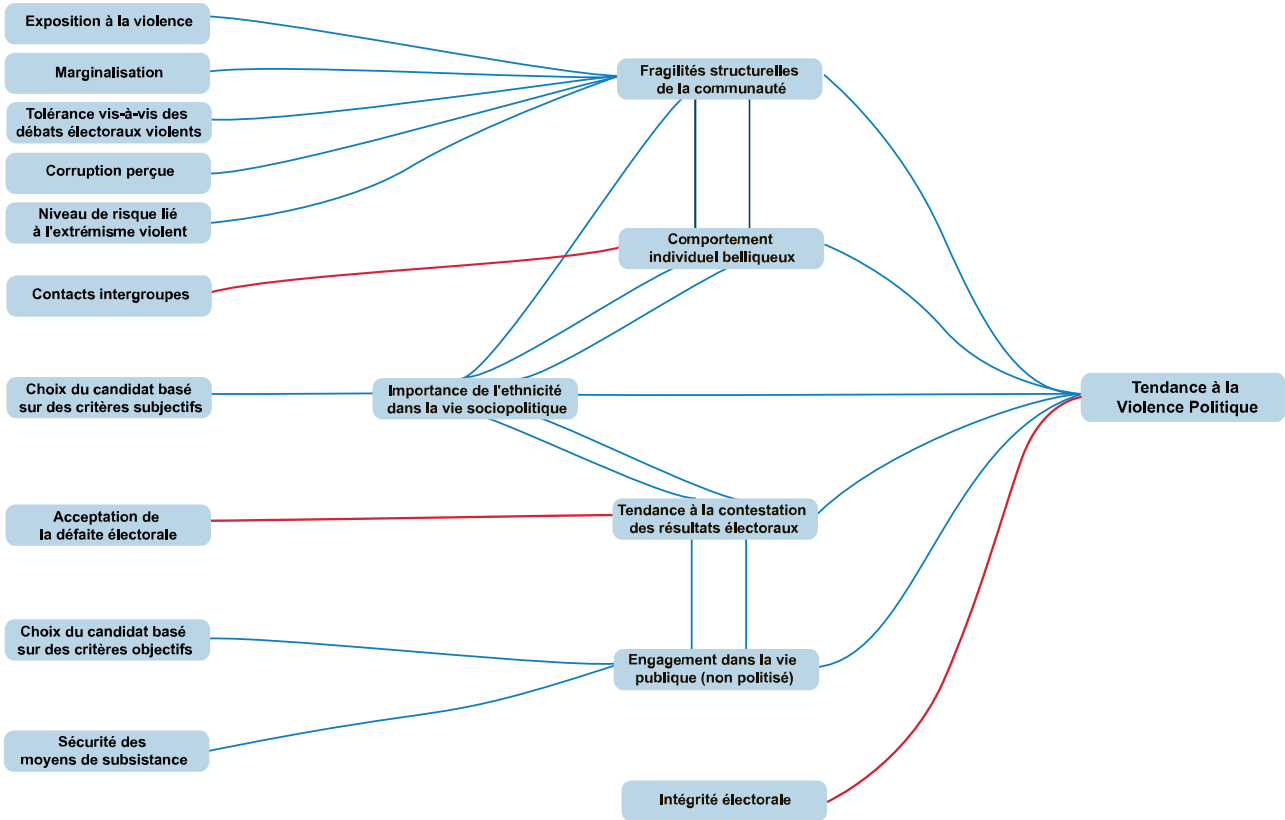
| | | | |
|--|---|---|--|
| <p>1. Stabiliser le fonctionnement du processus électoral</p> <p><u>Actions :</u></p> <p>Transparence du fonctionnement de la CEI et renforcement de la lisibilité.</p> <p>Veiller au respect et à l'application stricte de la Constitution et du code électoral.</p> <p>Mettre en place une CEI consensuelle et impartiale, non partisane.</p> <p>Développer des sessions de formation et/ou de renforcement des capacités des autorités coutumières sur leurs rôles et fonctions dans le cadre du processus électoral.</p> <p>Surveiller et sanctionner la fraude électorale.</p> | <p>2. Encourager le « fair-play » politique</p> <p><u>Actions :</u></p> <p>Elaborer une charte de bonne conduite électorale pour les partis et veiller à son application avant tout financement des partis politiques par l'Etat.</p> <p>Garantir un accès équitable des partis politiques aux médias d'Etat afin de rétablir la confiance entre l'Etat et les partis d'opposition.</p> <p>Rendre permanent le dialogue politique entre les différents acteurs (Etat, partis politiques, organisations de la société civile, religieux).</p> | <p>3. Promouvoir des institutions neutres "au-dessus" du jeu politique</p> <p><u>Actions :</u></p> <p>Affirmer l'impartialité de l'Etat et de ses institutions et mettre en place des mécanismes et "garde-fous" permettant de lutter contre l'idée d'une « prise en main » de l'Etat par le gagnant de l'élection.</p> <p>Cellule de bonne gouvernance et consolidation d'un code de la déontologie pour les dépositaires de l'autorité étatique.</p> <p>Imposer aux autorités et représentants de l'Etat le respect du code de déontologie dans l'exercice de leur fonction.</p> <p>Renforcer le pouvoir des autorités administratives et sécuritaires afin de mettre fin à l'ingérence des élus et cadres dans la gouvernance locale.</p> | <p>4. Affirmer la redevabilité des détenteurs du pouvoir politique</p> <p><u>Actions :</u></p> <p>Développer avec les Ministères de la justice et de la sécurité un mécanisme efficace de lutte contre l'impunité et veiller à l'application des sanctions.</p> <p>Instaurer une culture de transparence dans la gestion des fonds par les mécanismes de justification des dépenses effectuées par les politiciens.</p> <p>Rapprochement entre les représentants locaux et leurs administrés à travers des procédures davantage inclusives et meilleure communication des décisions.</p> <p>Affichage d'un contrôle renforcé du fonctionnement des agents de l'Etat (éducation, santé, justice, sécurité...).</p> |
|--|---|---|--|

Justification statistique

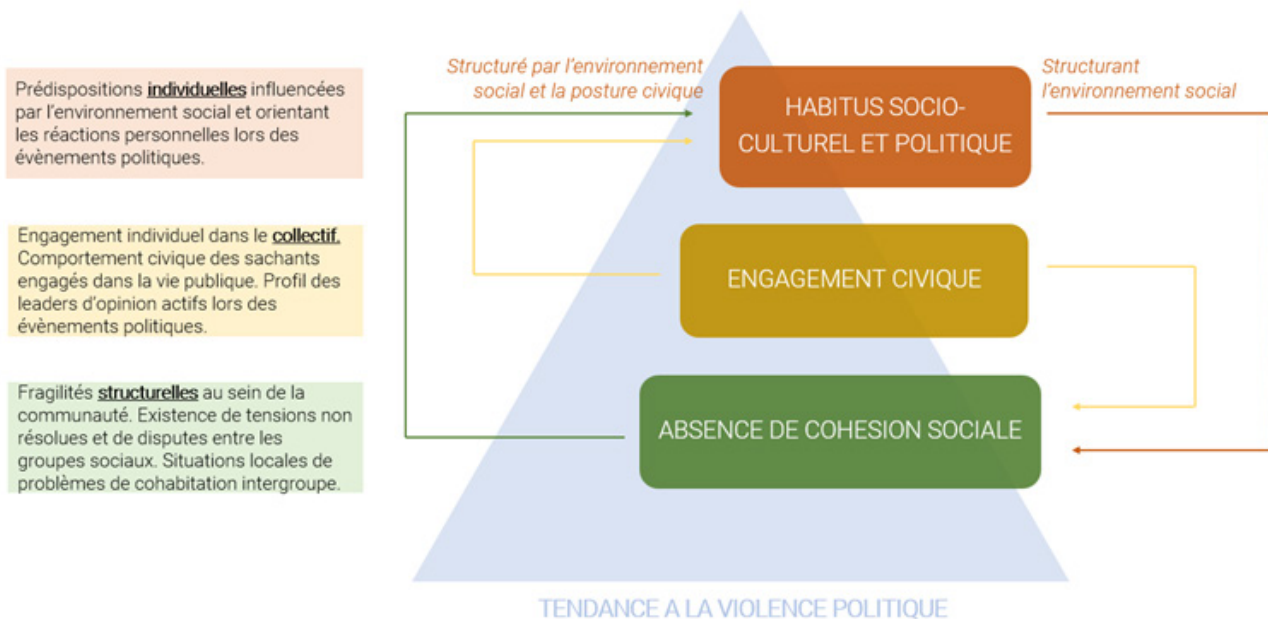
Le manque de confiance dans les institutions - notamment dans la CEI - est une source de fragilité du vivre ensemble puisqu'il dénie la légitimité des arbitres et en ce sens rend problématique la résolution des conflits.

Annexes

Annexe 1. Modélisation prédictive : analyse des chaînes de causalité menant à la violence politique ;



Annexe 2. Niveaux d'action impliqués dans le développement de comportements électoraux violents



Bibliographie

Akindès F., (2017), « On ne mange pas les ponts et le goudron » : les sentiers sinueux d'une sortie de crise en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, Editions Karthala, vol.4, n° 148, pp. 5-26.

Akindès F., « Racines des crises socio-politiques en Côte d'Ivoire et sens de l'histoire ».

APDH, (2015), « La crédibilité des élections est-elle menacée ? Une critique de la CEI », Peter Halley Penar & Michel Ségorbah Silwe, « Elections en Côte d'Ivoire : Méfiance de la CEI, peur de violence », Dépêche No. 51, Afrobaromètre.

Babo A. & Droz Y., (2008), « Conflits fonciers. De l'ethnie à la nation. Rapports interethniques et « ivoirité » dans le sud-ouest de la Côte-d'Ivoire », *Cahiers d'Études africaines*, XLVIII (4), 192, pp. 741-763.

Babo A., (2014), « Les usages politiques de la nationalité et ses risques pour la société ivoirienne » in Babo et al., *Conditions pour la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire*, ICIP Research, pp 89-109.

Banégas R. & Losch B., (2002), « La Côte d'Ivoire au bord de l'implosion », *Politique Africaine*, n° 87, pp. 139- 161.

Banégas R., (2011), « Reconstruction "post-conflit" Violence et politique en Côte d'Ivoire », SciencesPo, CERI-CNRS.

Commission nationale d'enquête, (2012), « Rapport d'enquête sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire survenues dans la période du 31 octobre 2010 au 15 mai 2011 ».

De Tessières S., (2016), « Enquête nationale sur les armes légères et de petit calibre en Côte d'Ivoire. Les défis du contrôle des armes et de la lutte contre la violence armée avant la crise post-électorale », Rapport spécial, Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre, Côte d'Ivoire et Small Arms Survey, Institut de hautes études internationales et du développement, UNDP.

Dembele O. (2003), « Côte d'Ivoire : la fracture communautaire », *Politique africaine*, 1, 89, pp. 34-48.

Galy M., (2004), « Côte d'Ivoire : la violence, juste avant la guerre », *Afrique contemporaine*, vol.1 n° 209, pp. 117-139.

Kakdeu L.M., (2013), « L'expression de la violence dans le discours politique ivoirien de 2002 à 2013 », *Argotica*, 11e année, 2013.

Le Pape M., (2003), « Les politiques d'affrontement en Côte d'Ivoire 1999-2003 », *Afrique contemporaine*, vol. 2 n° 206, pp.29-39.

Miller-Lewis et al., (2013), « Resource factors for mental health resilience in early childhood: An analysis with multiple methodologies. », *Child and Adolescent Psychiatry and Mental Health*, Vol 7, Feb 22, Article 6.

Penar P.H. & Ségorbah Silwe M., 2015, « Elections en Côte d'Ivoire : Méfiance de la CEI, peur de violence », Dépêche No. 51, Afrobaromètre.

Piccolino G., (2017), « Rhétorique de la cohésion sociale et paradoxes de la "paix par le bas" en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, vol.4, n 148, pp. 49-68.

Recensement général de la population et de l'habitat (2014).

Roubaud F., (2003), « La crise vue d'en bas à Abidjan : ethnicité, gouvernance et démocratie », *Afrique contemporaine*, vol. 2 n° 206, pp. 57-86.

Rouppert B., (2012), "Côte d'Ivoire un an après : rétrospective sur 5 mois de crise électorale, ses impacts et ses questionnements", Rapport du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP).

UN/OCHA, (2013), "Côte d'Ivoire 2013. Besoins humanitaires en phase de transition".





Interpeace Bureau d'Abidjan

Cité les Oscars III
Villa N.69, Ilot 6
Riviera Bonoumin
06 BP 2100 Abidjan 06

www.interpeace.org/fr  [@InterpeaceTweet](https://twitter.com/InterpeaceTweet)     [@interpeace](https://www.youtube.com/channel/UC...)



En partenariat avec les Nations unies